



LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

LE SOLEIL

QUÉBEC, LE LUNDI 15 NOVEMBRE 1999

www.lesoleil.com

LE ROCKET AVEC
LES NORDIQUES

Carrière de deux matches

LE SOLEIL présente aujourd'hui la dernière de ses trois pages d'histoire entourant la légende de Maurice Richard.

DERNIER DE TROIS

Le lundi, 16 octobre 1972, à la « une » du SOLEIL, le chroniqueur Claude Larochelle révèle, en primeur, que Maurice Richard abandonne son poste d'instructeur des Nordiques de Québec.



Louis-Guy
Lemieux

LGLemieux@lesoleil.com

L'HISTOIRE
D'UNE LÉGENDE

Le « Rocket » n'était derrière le banc de l'équipe locale que depuis les deux premières parties de la saison régulière de la nouvelle Association mondiale de hockey.

Pour la première fois dans sa vie professionnelle, le plus grand joueur de hockey de son temps, l'idole et la fierté des Canadiens français reculait devant l'adversité.

Que s'était-il donc passé pour en arriver à cette situation gênante pour l'homme, pour les Nordiques et pour l'AMH ? Une semaine plus tard, le 20 octobre, le « coach » démissionnaire expliquait en conférence de presse qu'il n'était pas fait pour ce genre de travail et qu'à 51 ans, 12 ans après avoir pris sa retraite comme joueur actif, il était trop tard pour revenir à la compétition. Il ajoutait que sa décision était prise avant même le début de la saison régulière.

MARIUS FORTIER

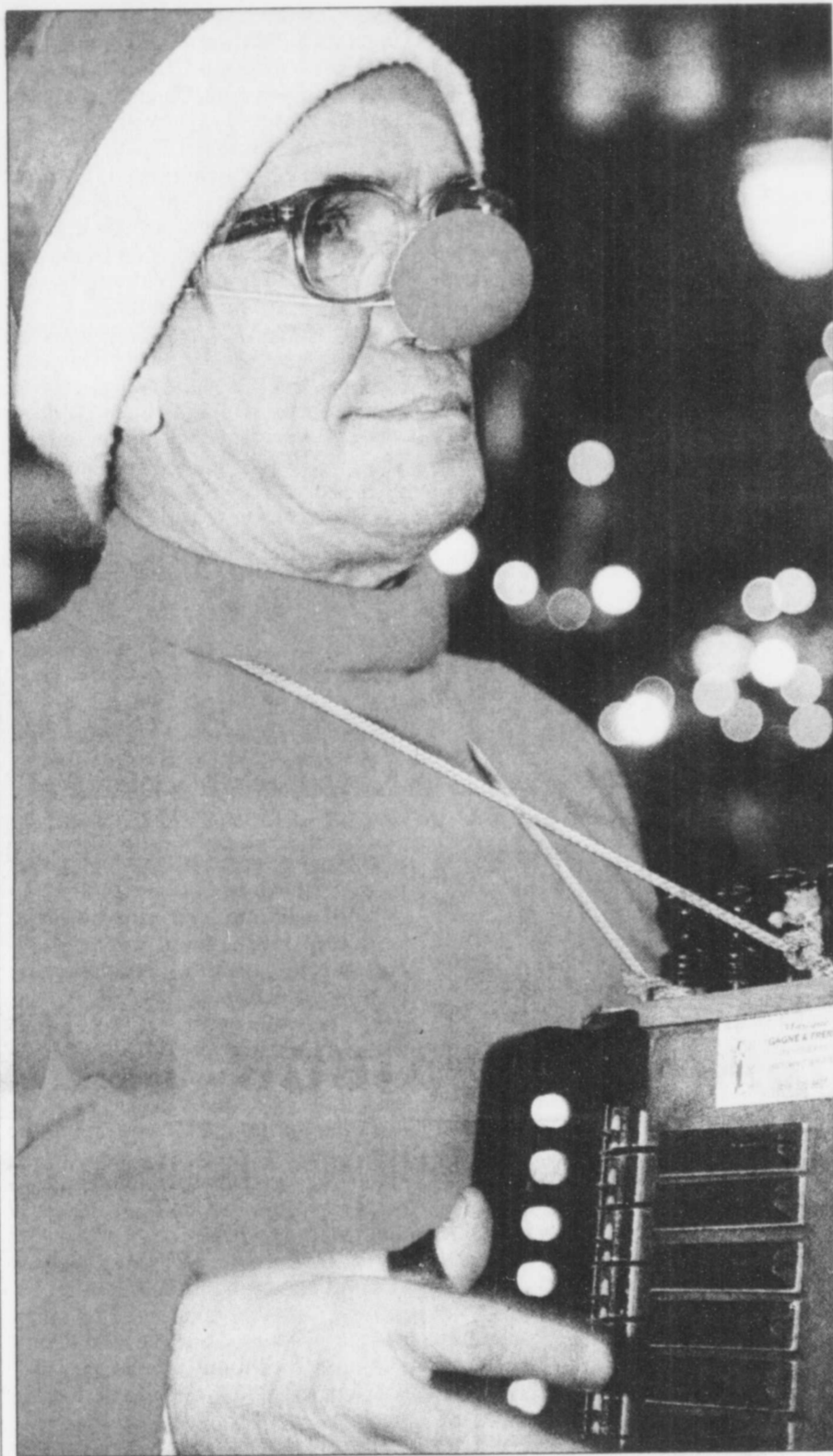
Marius Fortier, l'actuel directeur des relations publiques des Citadelles et des Remparts de Québec, était directeur-gérant des Nordiques au moment des événements. Il donne aujourd'hui sa version des faits.

« Nous avions perdu le premier match, à Cleveland, au compte de 2-0, dit-il. Après la joute, j'avais invité Maurice à prendre une bière au bar de notre hôtel. Je voyais bien qu'il filait un mauvais coton. Il était incapable d'avaler une seule gorgée. Il était pâle comme la mort. C'est là qu'il m'a annoncé qu'il démissionnait. »

L'ancien directeur général précise qu'il a insisté pour que Maurice soit derrière le banc, à Québec, au moins une fois. Le lendemain, les Nordiques recevaient Edmonton, au Colisée. Il a accepté par respect pour l'organisation et pour le public de Québec. Une

Voir ROCKET en A 2 >

Un père Noël pas tout à fait comme les autres



Noël Germain est un orphelin de Duplessis.

La p'tite vie de Noël Germain, né le 25/12/41

ÉRIC MOREAULT
Le Soleil

QUÉBEC — Le monde et les temps changent, chantait le troubadour. À preuve, le père Noël est arrivé en train hier, à la gare du Palais. Les familles qui avaient bravé la pluie, les corps de tambours et clairons et les lutins ont réservé un accueil de circonstances à cette énième incarnation de saint Nicolas. À l'écart, son double attend patiemment. L'apparence un peu dégingolée dans son habit de pacotille, d'énormes lunettes chaussant un nez de clown avec en bandoulière un accordéon qui ne tient qu'à un fil de corde. Rencontre avec un père Noël pas comme les autres.

Noël Germain est né le 25 décembre

1941. Mais son arrivée n'a pas été une occasion de réjouissances. Avec un père parti à la guerre et une mère incapable de subvenir à ses besoins, il a été confié à l'adoption. « Mes parents pouvaient pas s'occuper de moi », raconte-t-il sans amertume. Il ne les a jamais rencontrés. Quant à ses parents « adoptifs », comme des milliers d'autres à cette époque, ils servaient d'abord Dieu.

Il garde un bon souvenir de ses premières « crèches », comme on appelait à l'époque les orphelinats dirigés par des religieux. Parce que de Neuville à Mgr Guay, à Lévis, il apprend à lire et à écrire. « J'ai fait jusqu'à la huitième année », annonce-t-il fièrement. C'est

Voir NOËL en A 2 >

CENTRES DE DÉTENTION

Vers une nouvelle vague de fermetures

Sept-Îles, Roberval,
Sorel et Valleyfield
dans la mire

JEAN-MARC SALVET
Le Soleil

■ QUÉBEC — Le gouvernement québécois envisage de fermer quatre nouveaux centres de détention l'an prochain. Ceux de Sept-Îles, Roberval, Sorel et Valleyfield sont dans sa mire. Le ministère de la Sécurité publique jongle avec cette idée pour faire face à une réduction de son budget.

Ces quatre fermetures s'ajouteraient à cinq autres qui ont eu lieu en 1996. Cette année-là, Québec avait condamné les établissements de Saint-Hyacinthe, Cowansville, Waterloo, Joliette et Rivière-du-Loup. Celui de Sept-Îles, qui devait aussi passer à la trappe, s'était vu accorder un sursis. En tout, le gouvernement avait supprimé 365 places en détention.

Le ministre de la Sécurité publique a confirmé que la fermeture de quatre nouveaux centres de détention est sur la table. « C'est évident que dans l'optique d'une diminution probable de nos budgets nous devons prendre des décisions », a déclaré Serge Ménard au terme d'une longue journée en commission parlementaire la semaine dernière.

Si aucune décision n'a encore été prise, une chose est sûre : le ministre veut réduire le nombre de places en détention pour diminuer les coûts du système. L'autre solution qu'examinent ses fonctionnaires est la fermeture de certaines ailes de prisons existantes.

En 1996, le gouvernement avait tenté d'arrimer les premières fermetures

d'établissements avec son « virage correctionnel ». Cette réforme devait réduire le nombre d'admissions dans les centres de détention par des solutions de rechange à l'emprisonnement.

Or, la pression ne s'est jamais relâchée à l'entrée des prisons. Et ce, malgré la baisse de la criminalité. Résultat : les établissements ont dû composer avec de graves problèmes de surpopulation.

En janvier dernier, trois ans après le lancement de la réforme, le Protecteur du citoyen concluait que le « virage correctionnel » était un échec. Daniel Jacoby affirmait que l'opération avait été mal coordonnée et que les mesures de rechange n'étaient pas parvenues à compenser la fermeture de places.

En 1996, il y avait 3900 places dans les centres de détention. La fermeture de cinq établissements devait ramener ce nombre à 3535. Mais pour faire face à la demande, Québec a dû en rajouter environ 200 dans les établissements restés ouverts. Il y a donc aujourd'hui 3752 places de détention au Québec.

Voir VAGUE en A 2 >

Cinq
fermetures
avaient
eu lieu
en 1996

2^E BOÎTE NOIRE

Une première analyse qui dit peu de choses

NEWPORT, Rhode Island (AP, AFP, NYTNS) — On ne peut tirer aucune conclusion des premières analyses effectuées sur la seconde boîte noire du Boeing 767 d'EgyptAir qui contient l'enregistrement des conversations dans la cabine de pilotage au moment du vol, ont annoncé, hier soir, des responsables américains.

Une source proche de l'enquête avait affirmé, dans un premier temps, que le pilote et le copilote « parlaient comme des copains » et qu'ils essayaient de régler un

Pilote et
copilote
parlaient
comme des
copains

Voir BOÎTE en A 2 >



La deuxième boîte noire a finalement été retrouvée.

CÉLINE DION ÉCRIT SON JOURNAL

Cher JOURNAL

J'aime ma mère et ma mère m'aime, j'aime René et René m'aime, j'aime mon public et mon public m'aime, j'aime la salade et la salade...



LA MÉTÉO



Maximum 0,
minimum -4
Nuageux avec
un peu de neige.
Demain: de la
neige. Détails
page D 7.

QUÉBEC,
103^E ANNÉE, N° 310

FLORIDE, 1.75 \$ US

MONTRÉAL,

OTTAWA 70c PLUS

TAXES

60c PLUS

TAXES



Chez votre concessionnaire de confiance
ALTIMA GXE
À partir de 300\$/mois +
Comptant 2599 \$ +
VENEZ LA VOIR!
PAQUET
5.8% basé sur 36 mois
TOUJOURS PLUS LOIN

ROCKET Tour de force

Suite de la Une

autre partie, pas plus. Marius Fortier était, avec Maurice Fillion, celui qui avait réussi le tour de force d'amener le Rocket à Québec.

« Je voulais, dit-il, un candidat de prestige pour le poste d'entraîneur. De préférence un Canadien français. Et de préférence un ancien joueur vedette. »

Jean Béliveau avait refusé le poste de gérant général. Phil Goyette et John Ferguson avaient dit non à celui d'instructeur. Le temps pressait. Il ne restait que quelques mois avant l'ouverture du camp d'entraînement.

« J'avais une énorme admiration pour le Rocket, dit Marius Fortier. Dans mon livre à moi, il était le plus grand. Il était "l'épée du roi". Je croyais sincèrement qu'il pouvait réussir comme « coach. »

« Il serait mort si je l'avais laissé derrière le banc, ajoute-t-il. Il était fait pour se battre, pour jouer, pour gagner. Pas pour regarder passer la parade. »

Claude Larochelle a suivi le dossier de près à l'époque. Il savait depuis la « Série du siècle », à Moscou, en septembre 1972, que Maurice Richard ferait long feu à Québec.

« Je connaissais Maurice depuis ses débuts dans le hockey, raconte-t-il. Je l'avais rencontré par hasard à l'hôtel Intourist, à Moscou. Je l'avais trouvé amaigri, nerveux, en plein désarroi. Il voyait venir l'ouverture de la saison de l'AMH avec terreur. Il m'avait clairement laissé entendre qu'il regrettrait d'avoir accepté le poste d'instructeur des Nordiques. Il cherchait une façon de s'en sortir. »

CE QUE FEMME VEUT

Il avait fallu tout le talent de vendeur de Marius Fortier et la crédibilité de Maurice Fillion pour convaincre le Rocket de se lancer dans l'aventure des Nordiques et de l'AMH, lui qui avait l'équipe des Canadiens de Montréal tatouée sur le cœur.

Claude Larochelle raconte que quand Marius Fortier avait avancé le nom de Richard, tous l'avaient traité de « craqué ». Maurice Fillion s'était écrié: « C'est comme de demander au pape de devenir protestant. »

C'est en juillet de la même année 1972, que Fortier et Fillion rencontraient Richard dans sa maison du quartier Ahuntsic, au nord de Montréal, près de la rivière des Prairies.

« J'ai offert à Maurice, révèle Marius Fortier, un contrat de trois ans à 40000\$ par année. Il n'avait jamais gagné plus de 25000\$ avec les Canadiens. »

Malgré cette offre alléchante, c'est non. Jamais dans cent ans. Sa femme Lucille aura finalement le dernier mot. « Elle s'ennuyait du hockey, dit Marius Fortier. Elle croyait que son mari pouvait réussir aussi bien que Toe Blake. Elle a dit: "Nous partons en vacances à Wildwood, Maurice vous donnera une réponse définitive à notre retour dans 15 jours." »

Une quinzaine plus tard, Maurice acceptait de venir à Québec. « Pour

faire plaisir à ma femme », dira-t-il plus tard.

LA RIVALITÉ QUÉBEC-MONTRÉAL

La principale réticence du Rocket, était qu'il craignait la réaction des gens de Québec. Ses fils avaient été hués au tournoi pee wee. Il en avait été profondément choqué. Il connaissait l'éternelle rivalité entre la capitale et la métropole.

Marius Fortier a l'idée de tester le public de Québec au stade de baseball du parc Victoria. Le Rocket lancera la première balle à une partie des Carnavaux. On verra bien comment la foule accueillera le futur entraîneur des Nordiques.

Il est venu, il a lancé la première balle et il a vu. Un stade plein à craquer lui a réservé une ovation debout de plusieurs minutes.

Sa femme le poussait. La foule le réclamait. Il ne pouvait plus reculer.

UNE STATUE DE SEL

Les derniers épisodes tiennent du vaudeville et du drame tout à la fois.

Richard s'était engagé bien avant à accompagner un groupe de sportifs à Moscou. Et il n'avait qu'une parole. Le hic, c'était que la Série du siècle se déroulait en même temps que le camp d'entraînement des Nordiques.

L'instructeur ne rencontra finalement ses joueurs que deux jours avant le début de la saison régulière. Il ne connaissait rien ni personne de l'équipe qu'il devait diriger.

« Stressé, dépassé par le défi, il ne reconnaissait même pas Jean-Claude Tremblay avec qui il avait joué à Montréal. Il l'appela le no 3 », se rappelle Marius Fortier.

Ce qui fait que, pratiquement, c'est Maurice Fillion, le directeur du dépistage, qui a « coaché » l'équipe les deux premières parties, aidé de J.-C. Tremblay pour ce qui regardait la défensive.

Claude Larochelle se souvient: « À Cleveland, il avait l'air d'une statue de sel derrière le banc. À Québec, il a vomie une fois avant le début du match et de nouveau entre chaque période. »

Après la partie à Québec et malgré une belle première victoire des Nordiques, Maurice Richard quittait la Vieille Capitale en pleine nuit, direction Montréal. Sa courte carrière comme instructeur du club local venait de prendre fin.

PAS UN DÉSASTRE

Malgré tout, Marius Fortier croit que l'affaire ne fut pas aussi désastreuse qu'on aurait pu le penser.

Durant tout l'été, l'annonce de sa venue avait donné de la crédibilité à l'AMH et aux Nordiques. Les actionnaires de l'équipe étaient plus confiants et plus audacieux.

« Tout le monde a réalisé que Maurice Richard n'était pas à sa place derrière le banc d'un club de hockey. Personne ne l'a jugé en mal. Et sa légende comme joueur est restée intacte », conclut Marius Fortier.

(Sources: Les archives du Soleil)

RÉFLEXION

Classique: c'est un livre que tout le monde louange mais que personne ne lit.

Mark Twain (1835-1910)

Suite de la Une

après que ça se gâte. Après un séjour à Mont Saint-Aubert (devenu La Triade, à Charlesbourg), il aboutit sous le joug des sœurs franciscaines, à l'hôpital Sainte-Anne de Baie-Saint-Paul.

« Laissez à lui-même pendant le jour — on se berçait un peu ou on faisait rien et les gardiens nous surveillaient », il effectuait des tâches ménagères le soir venu. « Il fallait laver les planchers à quatre pattes. Des fois, on avait des clous aux genoux. Quand ça ouvrait, ça s'infectait. »

Noël Germain n'avait pas le choix. « Si on refusait, ils nous mettaient en cellule. Ils nous attachaient avec des chaînes. Si on faisait nos besoins, ils nous battaient avec une strappe passée à l'eau frette. Mais c'était moins pire que la camisole de force. »

À 25 ans, l'orphelin de Duplessis pète les plombs. Et se ramasse à Robert-Giffard, où il restera deux-trois ans, il ne sait plus trop. On le gave de pilules, mais il s'en sort. « J'ai fait une dépression nerveuse. Je faisais des crises pis je me fâchais. Maintenant, je suis guéri. Je prenais les choses trop au sérieux. Plus maintenant. »

Son « apprentissage » des tâches ménagères a son bon côté puisqu'il dégote un emploi d'homme à tout faire à Saint-Urbain. Après deux ans, il revient à Québec, mais cette fois-ci pour œuvrer comme plongeur dans quelques restaurants, dont le défunt Cou-

sin Germain sur le boulevard Laurier. Depuis une dizaine d'années, il ne travaille plus. Enfin, pas dans la définition classique du terme. Noël Germain joue de l'accordéon où on veut bien de lui.

Pendant toutes ces années, la musique fut sa planche de salut. « L'accordéon (qu'il pratique depuis l'âge de 10 ans), j'ai appris ça tout seul. J'ai l'oreille pas mal, j'apprends vite. Je joue n'importe quoi. » Et d'interpréter *Vive le vent* pour prouver ses dires. Le talent de cet autodidacte pas comme les autres est manifeste malgré des passages parfois plus difficiles.

La musique lui a permis de s'en sortir, dans tous les sens du terme. L'été, on le retrouve souvent porte Saint-Jean où il arrondit ses difficiles fins de mois en sollicitant la générosité des passants. « Ça me dépanne un peu, j'achète du manger. Quand j'en ai trop, j'en mets de côté chez nous. »

L'an passé toutefois, il a dû se départir de sa fierté, un accordéon à « deux rangées, rouge ». « J'ai des rhumatismes, pis de l'arthrite dans les mains. » Alors il l'a troqué pour un tout petit, usé comme lui mais plein de beauté pour peu qu'on s'y attarde. « C'est moins fatigant », constate le musicien du bonheur.

Effacé, Noël Germain se contente de peu et savoure chaque moment de sa vie: « Je suis heureux, j'ai ce talent. » Généreux comme seuls ceux qui connaissent l'âpreté de la vie peuvent l'être à faire don de soi, il entonne sou-

vent des airs guillerets sans faire l'aumône pendant les Fêtes, pour réchauffer le cœur de ceux qui, comme lui, vivent la vraie solitude. « Dès fois, on me demande pour aller jouer pour les personnes âgées, mais c'est rare. »

Dans le fond, c'est peut-être lui le vrai père Noël... Hier, un brin ridicule mais de la fierté à revendre, il répondait à la demande de Michel Belleau, instigateur du projet de doter le Mail centre-ville de parures et d'une atmosphère du temps des Fêtes.

La troupe Charabia répondait également à l'appel de M. Belleau. Les jeunes rebelles percés partout participent à un projet de réinsertion à l'emploi de Stratégie jeunesse Canada. Spécialisés dans les arts du cirque, ils donnaient bénévolement de leur temps pour égayer l'événement. Le cœur un peu gros, cependant. Car une semaine avant Noël, la troupe va devoir se dissoudre, faute de budget.

On aurait aimé vous raconter un beau conte de Noël, qui finit bien. Mais hier, le décor craquait de partout, triste comme la pluie qui noyait la lumière. Mais les sourires de Noël Germain, Katia, Katya, Stéphanie, Dédé, Pamélie et Marie-Josée réchauffaient l'atmosphère de leur bonté, de leur altruisme et de leur générosité.

Dans le fond, au-delà de la symbolique religieuse et de la consommation païenne, n'est-ce pas ça le vrai sens — oublié — de Noël?

NOËL Orphelin de Duplessis

VAGUE Places

Suite de la Une

Si les centres de Sept-Îles, Roberval, Sorel et Valleyfield fermaient demain matin, le nombre de places dégringolerait de 228.

Le nombre de places diminuerait de 228

Serge Ménard a assuré que son gouvernement agira avec plus de doigté qu'en 1996. « Étant donné ce qui s'est passé, on est prudents dans notre planification », a-t-il dit.

En fait, Québec cherche à relancer la réforme des services correctionnels. Comme en 1996, le ministre de la Sécurité publique a indiqué qu'il souhaite « passer d'un système axé sur la répression et l'incarcération à un système davantage axé sur la réinsertion sociale, la résolution des conflits et le recours plus fréquent à des choix alternatifs à l'incarcération ».

BUDGET DE 156 MILLIONS \$

La Direction générale des services correctionnels dispose d'un budget de 156 millions \$, ce qui représente près de 25% du portefeuille du ministère de la Sécurité publique. Si l'on y ajoute les loyers de 60 millions \$ payés à la Société immobilière du Québec, les 19 centres de détention requièrent un budget annuel de 216 millions \$.

Les centres de détention québécois accueillent les personnes purgeant des sentences de moins de deux ans. Les autres détenus sont dirigés vers les pénitenciers fédéraux.

BOÎTE La bande se tait

Suite de la Une

problème consécutif au déclenchement d'une alarme.

Dans le dialogue de cette boîte, on ne décèle, initialement, aucune indication relative à une quelconque activité criminelle à l'intérieur du cockpit.

On ne décèle aucune indication relative à une activité criminelle

« Il semble y avoir un problème non identifié auquel ils tentent de remédier. Progressivement, ce problème empire. Et la bande magnétique se tait », de commenter une source.

Cette même source a ajouté que les enquêteurs peuvent écarter l'hypothèse d'un détournement, d'un suicide ou d'une bataille entre les deux pilotes. Mais ils ne savent pas s'il s'agit d'un ennui mécanique ou d'un engin explosif.

Cette seconde boîte noire retrouvée hier matin pourrait commencer à fournir des informations dans les prochaines 24 heures, a affirmé, plus tôt, le président du Bureau national de la sécurité des transports (NTSB).

« Nous devons déterminer d'abord l'état de l'enregistrement des voix dans le cockpit. S'il n'est pas endommagé, nous pourrions en retirer des informations dans les 24 heures », a déclaré Jim Hall.

« Mais si nous devons reconstituer

l'enregistrement, cela pourrait prendre deux ou trois jours, pas plus », a-t-il poursuivi.

Le président du NTSB a souligné que l'enregistrement permettra de déterminer « avec précision » ce qui s'est passé entre le décollage de l'appareil à l'aéroport de New York, direction le Caire, jusqu'à la déconnexion du pilote automatique, l'arrêt manuel des deux réacteurs et le plongeon dans

l'océan. « Nous devons analyser tous les sons enregistrés pendant les 30 minutes du vol et nous comprendrons mieux la période cruciale de la chute de l'avion », a ajouté M. Hall.

À WASHINGTON

La seconde boîte noire a été envoyée en fin de matinée à Washington, dans les laboratoires du NTSB, afin d'y subir les premiers examens, a-t-il dit.

M. Hall a rejeté les affirmations de certains experts selon lesquelles une personne se serait introduite dans le cockpit et aurait volontairement stoppé les moteurs.

« Nous n'avons aucune information selon laquelle quelqu'un d'étranger à l'équipage se trouvait dans le cockpit » au moment du drame survenu le 31 octobre et qui a fait 217 victimes, a conclu Jim Hall.

Le contenu complet de la 2e boîte serait connu dans les 24 heures

TABLE DES MATIÈRES

CAHIER A
La Capitale.....3 à 7
Le Québec et le Canada.....8 à 10
Le Monde.....11 et 12

CAHIER B
Questions d'argent.....1 à 8
Opinions.....6 et 7

CAHIER C
Auto Magazine.....1 à 5
Arts et spectacles.....6 à 15
Votre agenda.....8
Ce soir à la télé.....6
Annonces classées.....9 à 14
Décès.....14 et 15

CAHIER D SPORTS
Statistiques.....2 et 4
Divertissements.....7

SERVICES

Abonnements.....686-3344
1-800-463-2362
Annonces classées.....686-3311
Carrières et Professions.....686-3270
Internet.....www.lesoleil.com
Promotion.....686-3342
Publicité Détaillants.....686-3435
Publicité générale.....686-3270
Rédaction.....686-3394
Renseignements.....686-3233

NUMÉROS CHANCEUX

Les résultats des loteries en page C 8

47
jours



avant l'an
2000

LE SOLEIL, journal quotidien fondé en 1896, est produit par LE SOLEIL, division de Compagnie UniMédia qui en est l'éditeur. Il est situé au 925, chemin Saint-Louis. Son adresse postale est: C.P. 1547, Succ. Terminus Québec, Québec, G1K 7J6. Il est imprimé par Imprimerie Canada, au 5000, rue Hugues-Randoin, à Québec. Envoi de publication - Numéro de convention 0470198. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730



Complice de vos succès ouverture · respect · responsabilisation

- Programme de formation générale enrichie
- Programme d'éducation internationale (accrédité par la Société des Écoles d'Éducation internationale)
- Programme enrichi en sciences et informatique
- Anglais-concentration
- Options-sports (soccer et raquette)

Unique sur la Rive-Sud de Québec

Pour information ou recevoir notre documentation

Enseignement secondaire et collégial
9, Mgr-Gosselin, Lévis (Qc) G6V 5K1
Télécopieur: (418) 833-1974
Courriel: college_levis@uqar.quebec.ca

(418) 833-1249 poste 122

Depuis près de 150 ans, solidement enraciné au cœur du Vieux-Lévis, le Collège de Lévis vous propose la richesse de sa tradition et le dynamisme de son équipe.



EXAMENS D'ADMISSION et séances d'information aux parents

1^{re} secondaire - 8h15 à 12h30
2^e à 5^e secondaire - présenter une demande d'admission

27 novembre 1999
4 décembre 1999
15 janvier 2000

et PORTES OUVERTES

- présentez-vous entre 11h00 et 12h00

LA CAPITALE

ET SES RÉGIONS

1974
L'INRS propose une approche pédagogique individualisée pour les écoliers du primaire.
Université du Québec
Institut national de la recherche scientifique
www.inrs.quebec.ca

RÉGION DE QUÉBEC

Deuxième délit de fuite en trois jours

La police estime qu'une augmentation de ce genre de crimes est à prévoir



COLLABORATION SPÉCIALE VINCENT FRADET
La malheureuse a été secourue par les ambulanciers.

CLAUDETTE SAMSON
Le Soleil

QUÉBEC — Pour la deuxième fois en trois jours dans la région de Québec, un automobiliste s'est rendu coupable d'un délit de fuite, hier, après avoir heurté une cycliste. Celle-ci n'a été blessée que légèrement, mais a néanmoins dû être transportée à l'hôpital en ambulance.
L'incident s'est produit en face du 130, rue des Peupliers est, dans le

quartier Limoilou, à Québec, vers 18 h. Malgré les déclarations d'un témoin, la police n'avait aucune description du véhicule.

Vendredi, une automobiliste de 66 ans, de Val-Bélair, a heurté l'un de ses voisins qui promenait son chien, sur la rue Aladin. L'homme a subi d'importantes contusions nécessitant son hospitalisation.

La dame s'est quant à elle arrêtée brièvement, puis a repris sa route. Les policiers l'ont retracée chez elle,

grâce aux indications fournies par des témoins. Elle comparaitra par voie de sommation.

Pour le capitaine Jean Fillion, de la police de Québec, la sévérité des lois contre l'alcool au volant risque d'entraîner un accroissement des délits de fuite au cours des années à venir.

Plutôt que de faire face aux importantes conséquences prévues par les lois, des automobilistes préfèrent prendre la poudre d'escampette, quitte à plaider plus tard qu'ils n'étaient pas en état

d'ébriété. Ce n'était toutefois pas le cas de la conductrice de Val-Bélair.

L'agent Dominique Gaudreau, de Val-Bélair, fait remarquer pour sa part que la plupart des délits de fuite survenus ces derniers mois ont été résolus, ce qui va peut-être finir par décourager certains délinquants potentiels.

Cette hausse serait due à la sévérité des lois

Des débuts prometteurs pour la ligne 691-AGIR

CLAUDETTE SAMSON
Le Soleil

QUÉBEC — La nouvelle ligne téléphonique 691-AGIR, de la police de Québec, semble avoir du succès auprès des jeunes, invités à s'en servir pour dénoncer la violence qui sévit autour d'eux.

Alors que les policiers n'ont rencontré encore qu'une partie des élèves des écoles de leur territoire pour leur présenter le programme, une quarantaine d'appels avaient déjà été logés en septembre, et plus d'une vingtaine en octobre.

Après la curiosité du début, où les jeunes appelaient simplement pour entendre le message enregistré, le programme va peut-être prendre son rythme de croisière, indiquait récemment la policière

chargée de la mise à jour des données, Lise Taschereau.

Les appels ne sont pas tous pertinents, loin s'en faut, mais plusieurs le sont, et cela suffit pour justifier l'existence de la ligne téléphonique, dit-elle.

Le principal problème rencontré par les policiers est le peu d'informations laissées sur la boîte vocale. « Le jeune ne donne pas de nom, ne dit pas où ça se passe... on ne peut rien faire avec ça », commente la policière.

D'autres messages n'auront pas été laissés en vain, même si aucun n'a

révélé de situation suffisamment grave pour mener à une arrestation.

Un jeune qui « écœurait » ses pairs a par exemple été identifié. Son dénonciateur avait déjà parlé du problème à son école, sans résultat. Cette fois, les policiers ont rencontré la direction, qui a alors pris l'affaire au sérieux.

Dans un autre cas, la surveillance a été resserrée autour d'une maison où les « batailles » de jeunes étaient fréquentes.

La plupart des cas soumis vont du petit qui se fait harceler par un grand aux parents qui veulent savoir comment aider leur enfant victime de violence ou de tracasseries. « On a surtout fait de la résolution de problème », souligne l'agente Taschereau.

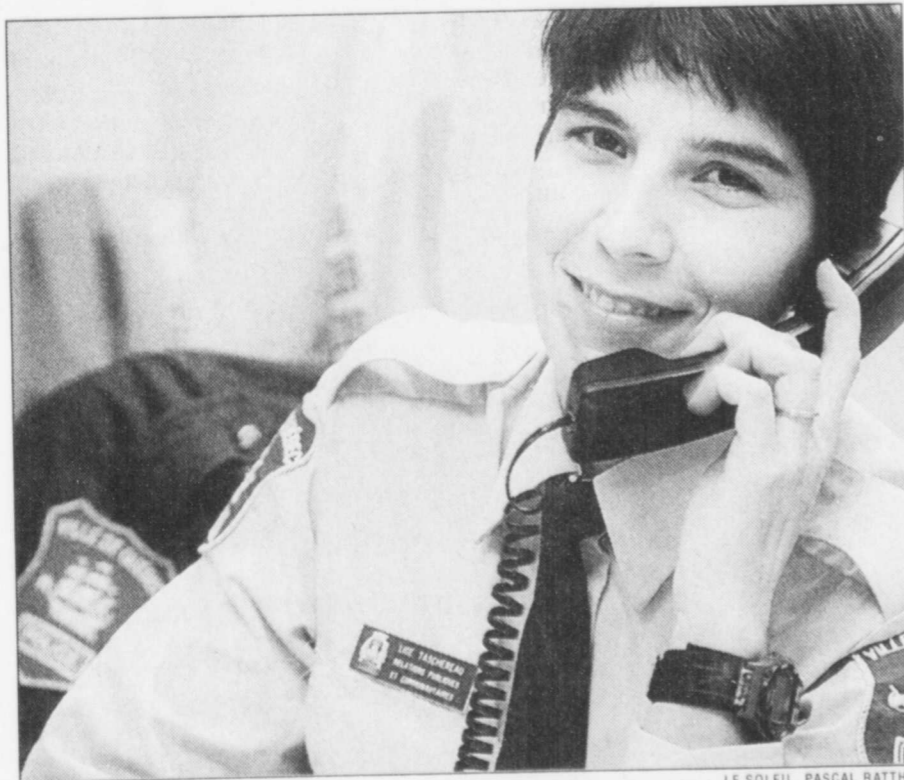
Certaines situations dramatiques vécues dans des écoles, ces dernières

années, trouvaient leur origine dans un problème de relations. C'est pour cette raison que les policiers endossent

de plus en plus leur chapeau de « préventionnistes ». La police de Québec a assigné huit policiers aux 80 écoles primaires et secondaires de son territoire, à Québec, Beauport, Vanier et Saint-Augustin-de-Desmaures.

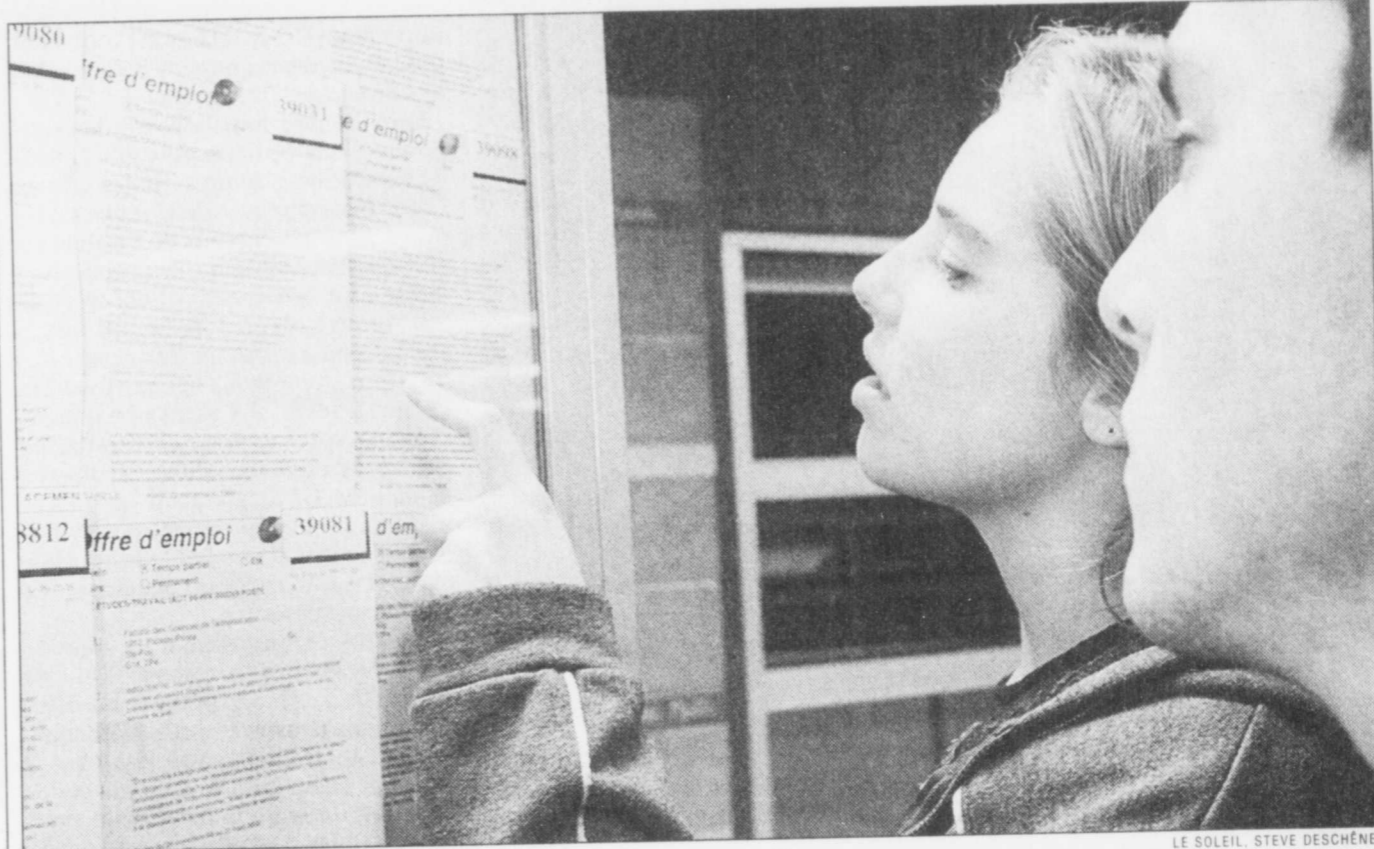
Les jeunes qui composent le 691-AGIR (691-2447) sont assurés du respect de la confidentialité de leur appel. Ils peuvent laisser un message sur la boîte vocale en toute confiance, assure l'agente Taschereau.

Le principal problème est le peu d'informations laissées sur la boîte vocale



LE SOLEIL, PASCAL RATHE
La policière Lise Taschereau est chargée de la mise à jour des données de la ligne téléphonique.

UNIVERSITÉ LAVAL



LE SOLEIL, STEVE DESCHÊNES
C'est la méconnaissance de l'existence du programme études/travail qui explique qu'il ne soit pas exploité au maximum.

Service de placement cherche offres d'emploi

BRIGITTE BRETON
Le Soleil

■ QUÉBEC — Le Service de placement de l'Université Laval dispose de fonds pour mettre les étudiants au travail, mais malheureusement, les offres d'emploi sont trop rares sur le campus. Cinq cents emplois ont été offerts depuis septembre, alors qu'avec son budget de 760 000 \$, le Service de placement pourrait en subventionner 500 de plus.

Un programme études/travail existe à l'Université Laval depuis la session d'hiver 1998. L'université y consacre environ 360 000 \$ par an pour subventionner des emplois d'étudiants dans ses départements, services ou centres de recherche.

Le programme vise à aider les étudiants, à temps plein, dans une situation financière difficile et à leur donner de l'expérience de travail dans leur champ d'études. Les emplois offerts en sont d'assistants de recherche, d'auxi-

liaires d'enseignement, d'assistants au développement, d'assistants de laboratoire, de chargés de projet marketing ou en communication.

Dans son dernier budget, le gouvernement du Québec a décidé de distribuer deux millions \$ aux universités québécoises pour qu'elles mettent sur pied, ou bonifient, leur programme d'études/travail. Chaque université devait évaluer la mise du gouvernement.

L'Université Laval a reçu ainsi 380 000 \$ du ministère de l'Éducation. Avec un budget de 760 000 \$, la coordonnatrice du programme études/travail à l'Université Laval, Marthe Lefebvre, estime que 1000 emplois pourraient être proposés aux étudiants. Or, il n'y en a que la moitié alors que l'argent nécessaire pour subventionner ces emplois dort dans les coffres. Une situation plutôt particulière dans le réseau universitaire qui se plaint toujours du manque de ressources financières.

Selon M^{me} Lefebvre, c'est la méconnaissance de l'existence de ce programme qui explique qu'il n'est pas exploité au maximum. Une situation que tente de corriger le Service de placement. M^{me} Lefebvre craint en effet

que l'argent inutilisé soit redistribué à d'autres fins. « Il faut faire sortir les projets d'ici le 30 avril ». Le ministère de l'Éducation n'a pu fournir des données sur le succès des programmes études/travail instaurés dans les universités. « Les universités doivent remettre un rapport d'étape le 30 novembre », indique Marie Mercier.

Les étudiants du baccalauréat sont payés 8,25 \$ l'heure pour leur travail. Ceux de la maîtrise touchent 16,20 \$ et ceux du doctorat, 17,30 \$ l'heure. Le Service de placement rembourse 5 \$ l'heure aux départements, facultés ou services qui ont fait une offre d'emploi.

Pour Patrick Caux, président de la Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval (Cadeul), le programme est intéressant car il permet aux étudiants de travailler dans leur domaine et de recevoir une rémunération convenable. La Cadeul y souhaite tout de même des améliorations. Patrick Caux questionne notamment le fait que ce soit le Service de placement qui choisisse les étudiants, et l'exclusion des étudiants étrangers du programme.

Oldsmobile Alero 1999

327¹⁴\$/mois*

Financement **19%** 48 mois

TOUT EST INCLUS



LIQUIDATION FINALE pour un temps limité

MARLIN

CHEVROLET-OLDSMOBILE inc.

2145, Jean-Talon Sud, Québec 688-1212

* Location 60 mois, 18 000 km, transport et préparation inclus. Taxes en sus.

AVANT D'ACHETER... COMPAREZ LES PRIX MARLIN

MARLIN CHEVROLET, LE CO-CESSIONNAIRE GM QUI EN VEND LE PLUS À QUÉBEC

Chevrolet Malibu 1999

299⁹\$/mois*

Financement **19%** 48 mois

TOUT EST INCLUS



900 chandelles



LE SOLEIL, RAYNALD LAVOIE

Pour souligner le 900^e anniversaire de l'Ordre de Saint-Jean, la Brigade de l'Ambulance Saint-Jean de la région de Québec organisait hier sa revue annuelle. C'est le commissaire provincial, Léonel-Jean Regimbald, qui a passé en revue les secouristes bénévoles afin de souligner leur implication et leur remettre récompenses et remerciements. M. Regimbald est membre de l'état-major provincial depuis 1989. Il assume le poste de commissaire provincial depuis le 24 juin 1998. Décoré plusieurs fois pour son implication sociale, il est également officier civil senior de la réserve des Forces canadiennes, en plus d'être chercheur et traducteur pour des documentaires cinématographiques.

FACULTÉ DES SCIENCES DE L'ADMINISTRATION Le résultat de l'entêtement de deux esprits novateurs

JEAN MARTEL
Le Soleil

■ SAINTE-FOY — Ce sont deux hommes puissants et contestataires qui sont à l'origine de la faculté des sciences de l'administration (FSA) de l'Université Laval: le frère Palasis Prince, le bâtisseur qui a tenu à son projet malgré les obstacles, et le premier doyen, le frère Marc-André, un être à la pensée très incarnée et contestataire.

C'est ce qu'a déclaré au SOLEIL Albert Wilhelmy, professeur à la faculté et auteur d'une brochure historique sur la faculté. Cette brochure, ainsi qu'une autre et un CD-ROM sur la faculté ont été lancés dernièrement à l'occasion des 75 ans de l'institution.

M. Wilhelmy considère les deux religieux de la communauté des Frères des écoles chrétiennes comme des esprits protestants. « Ce n'est pas parce qu'un monseigneur de l'Église disait quelque chose qu'ils acceptaient ses propos. Ils allaient à l'encontre de tout ce que disait l'Église du temps sur le commerce et les finances. »

Si on se reporte à l'époque avant la grande guerre, il y avait une grande résistance des milieux universitaires contre la création d'une faculté de commerce. On disait que le commerce n'était pas une profession, que les étudiants n'avaient pas fait le cours classique et que les frères n'étaient pas de calibre universitaire.

Mais les frères avaient un allié de taille, raconte le professeur: Maurice Duplessis. Autant le premier ministre s'opposait au père Georges-Henri Lévesque, autant il appuyait les frères. Il estimait que c'était une bonne chose pour les Canadiens français d'avoir une institution supérieure qui enseignerait le commerce et les finances. En outre, il appréciait les frères, parce qu'il les trouvait réalistes.

« M. Duplessis, ajoute le professeur,



LE SOLEIL, JOCELYN BERNIER

De gauche à droite, D^r Fernando Lambert, représentant des Frères des écoles chrétiennes, Marc J. Trudel, vice-recteur au développement à l'Université Laval, Rita Ménard-Laberge, épouse de l'ancien secrétaire général Paul-André Laberge, Robert McGoldrick, président du comité organisateur des fêtes du 75^e anniversaire, Albert Wilhelmy, auteur de la brochure « Un héritage porteur d'avenir » et Bernard Garnier, doyen de la FSA.

avait saisi que pour faire apparaître la lumière dans la grande noirceur, il valait mieux s'appuyer sur des collaborateurs éclairants plutôt qu'éblouissants vu leur costume d'apparat. C'est ce qui explique pourquoi il a appuyé de façon majeure le projet des frères. »

Selon M. Wilhelmy, le premier doyen de la faculté, le frère Marc-André, nommé en 1952, était un homme étonnamment moderne. Il avait étudié la philosophie, mais il pouvait parler des assurances comme on le ferait aujourd'hui. Il tenait des propos perçants et percutants sur le milieu canadien-français.

Voici ce qu'il disait dans un discours devant la Chambre de commerce en 1950: « Nous avons mijoté naïvement dans un infantilisme intermittent. Conséquence? Une concep-

tion faussée de la vie et des valeurs; un dédain inavoué des soucis matériels, des richesses de la fortune, comme si tout capital était nécessairement vicié, comme si une certaine

**Les deux frères avaient
un allié de taille:
Maurice Duplessis**

aisance n'était pas nécessaire à la pratique de la vertu. Et qui plus est, nous avons cultivé une sorte de spiritualisme désincarné... Notre survivance religieuse et nationale n'exigeait certes pas cette dislocation, cet écartèlement. »

M. Wilhelmy constate que les deux frères ont réussi à faire ériger leur école sur le campus et à la faire reconnaître comme faculté, mais qu'ils ne sont pas parvenus à inspirer l'université et la société de leur esprit. « La Révolution tranquille a été inspirée par une pensée qui avait pris source auprès du père Georges-Henri Lévesque et de ses "disciples". »



4 ET DEMI... EN QUARANTAINE

CE SOIR **20h**

Idee originale : Sylvie Lussier et Pierre Poirier
Réalisation-coordination : Christian Martineau

ICI RADIO-CANADA





L'Indiscret
L'Indiscret@lesoleil.com

Folies au tribunal

Stéphane Dion devrait se demander s'il a pris la bonne décision en décidant de poursuivre les deux hommes qui lui ont lancé une tarte à la crème au visage. Les deux « entarteurs » trouvent qu'il « est tellement drôle » dans ses répliques qu'ils ont décidé de l'interroger en cour le 31 mars 2000. Et ils s'en promettent des bonnes. Pour ce faire, ces deux hommes vont recevoir l'aide technique de la Clinique juridique de l'UQAM et promettent de remplir de curieux la salle d'audience. C'est à cela que sert maintenant l'argent de nos taxes: continuer les folies jusque devant les tribunaux.



L'entarteur
Bruno Caron

Corriger l'histoire

Toujours à propos de l'ami Stéphane, vous vous rappelez de la conférence sur le fédéralisme du Mont-Tremblant? Lucien Bouchard et Joseph Facal avaient, l'on s'en souvient, pris le contrôle du menu par des propos bien sentis, bien que... hors propos. Eh bien, Stéphane Dion et Bob Rae ont pris soin de corriger l'histoire et d'effacer les traces de leur fausse manoeuvre en ne laissant sur le site Internet du Forum des fédérations que les discours « positifs » et fédéralistes des présidents Clinton et Zedillo, du Belge Jean-Luc Dehaene, de Jean Chrétien et de... Stéphane Dion. Disparus, les impertinents Facal et Bouchard! Les Soviétiques aussi effaçaient les têtes des indésirables des photos officielles.



Stéphane Dion

Autre bogue, cette fois chez Sympatico

Il n'y a pas juste à Vidéotron que les informaticiens sans emploi pourraient envoyer leurs curriculum vitae. Sympatico en manque certainement autant. Sa ligne téléphonique pour le service à la clientèle est tout aussi occupée. Une lectrice, Mme Rita Grenier, a même dû envoyer quatre courriels avant d'obtenir un accusé de réception à sa demande de mettre fin à son abonnement. Et le pire, c'est la réponse qu'elle a reçue. Voici le texte exact du message reçu: « Bonjour Rita. Nous vous écrivons pour vous avisé que votre compte est déjà annulé. Nous regrettons toute inconvénient cette situation pouvant vous avoir causé. Si vous avez d'autres questions, n'hésitez surtout pas à nous contacter de nouveau. Bien à vous, Natacha Michaud ». Oui, Mme Grenier, son texte est farci de fautes de français. On a certainement utilisé un logiciel de traduction mal foutu. Quel déshonneur pour Sympatico et Bell. Et quant à ce « Bonjour Rita », vous avez encore davantage raison: ça manque de classe.

La journa-liste

Les journalistes du Québec ont établi un site de discussion sur leur site Internet. Ça s'appelle la journa-liste. Il y a quelque temps, l'Indiscret avait provoqué tout un débat en publiant l'opinion d'un participant et cela, plusieurs ne l'avaient pas pris. Or, selon Alex Levasseur, un chroniqueur de la revue Le 30, le bulletin officiel des journalistes, Le Devoir vient de faire la même chose. « Morale de cette histoire, écrit Levasseur, il ne faut pas cesser d'écrire, il faut juste être conscient du caractère public de la chose. » Enfin, en voilà un qui a compris que tout ce que l'on écrit sur Internet, ça devient un grand livre ouvert à tout le monde.

Informations colligées par Claude Vaillancourt.

LA NUIT DES LÉONIDES
100 000
étoiles
filantes
à l'heure!

IAN BUSSIÈRES
Collaboration spéciale

■ NOTRE-DAME-DES-BOIS — Un phénomène rare qui ne se produit qu'une fois tous les 33 ans pourra être observé mercredi soir dans le ciel du Québec. La nuit des léonides promet une tempête d'étoiles filantes: près de 100 000 d'entre elles traverseront à chaque heure la voûte céleste.

À titre de comparaison, la pluie d'étoiles filantes des perséides, que les amateurs d'astronomie se plaisent à observer chaque été, représente environ 80 étoiles filantes à l'heure. Il passera donc davantage d'étoiles filantes dans le ciel en quinze secondes mercredi que dans toute la nuit des perséides!

Comme l'explique Sébastien Giguère, communicateur scientifique à l'Astrolab du Mont-Mégantic à Notre-Dame-des-Bois, c'est le passage de la comète Temple-Tuttle près de la Terre il y a 622 jours qui rendra la nuit des léonides si spéciale cette année, une situation qui avait été observée la dernière fois en 1966.

COMÈTE EN CAUSE

« Les étoiles filantes sont des grains de sable qui pénètrent l'atmosphère terrestre à haute vitesse et nous pouvons en observer tous les jours. Cependant, on aperçoit des pluies d'étoiles filantes lorsque la Terre traverse un endroit où une comète est passée et a laissé un nuage de poussières important », signale M. Giguère.

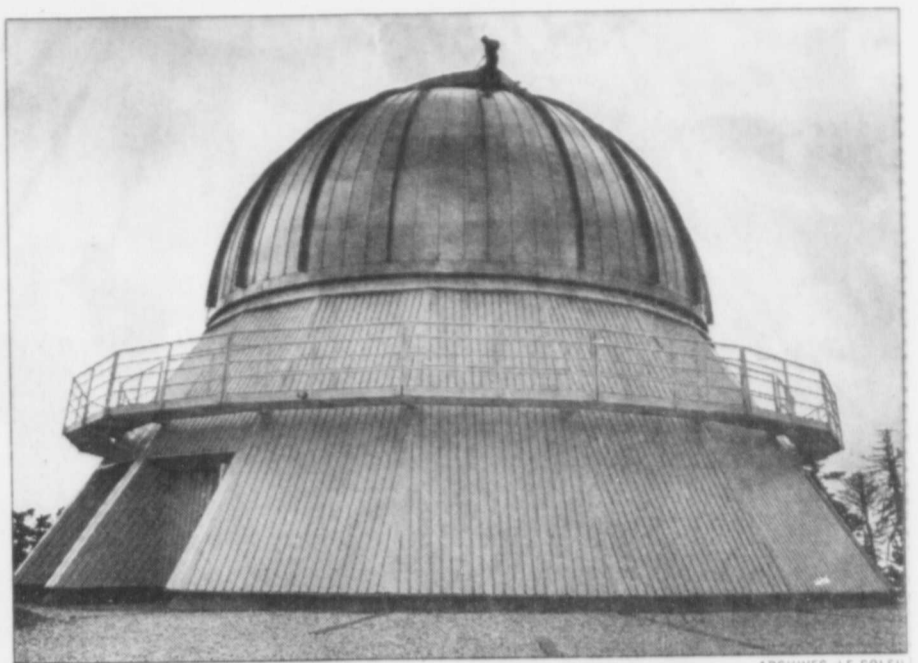
Ce qu'il y a de spécial cette année, c'est que la comète Temple-Tuttle vient tout juste de passer près de la Terre et que la traînée de poussière que notre planète traversera sera donc beaucoup plus dense, provoquant le passage de près de 27 étoiles filantes par seconde dans le firmament.

Comme le rappelle Sébastien Giguère, plusieurs avaient cru que la fin du monde était arrivée quand un phénomène semblable s'était produit en 1833. « On raconte que l'ex-président américain Abraham Lincoln avait été réveillé en sursaut par le directeur de l'hôtel où il résidait et qui criait que le jour du jugement dernier était arrivé! » signale-t-il.

TRIBUNE DE CHOIX

L'Astrolab du Mont-Mégantic constituera d'ailleurs une tribune de choix pour l'observation des léonides et une activité spéciale a d'ailleurs été organisée mercredi. La soirée se déroulera à la base de la montagne de 21 h à 2 h du matin.

Une présentation spéciale sur les léonides aura lieu en début de soirée et les télescopes seront également en opération. En cas de mauvais temps, les léonides pourront quand même être observées sur écran géant grâce à un système radio pouvant détecter le passage des météores par delà les nuages. Les personnes intéressées à l'activité sont invitées à réserver leur place en téléphonant au (819) 888-2941.



L'Astrolab du Mont-Mégantic offre un programme spécial aux intéressés.

Un avant-goût décevant en 1998

OTTAWA (PC) — Les léonides promettent d'enflammer le ciel mercredi soir, mais aurons-nous droit à une averse abondante de météorites ou à quelques gouttelettes, comme ce fut le cas l'an dernier?

La dernière grosse averse remonte à 1966, alors qu'on pouvait observer jusqu'à 40 météorites à la seconde dans le ciel de l'Ouest américain.

On promettait un gros programme en novembre dernier mais les pluies ont finalement été beaucoup plus faibles que prévu. Des astronomes s'étaient pourtant envolés vers l'Est, où l'observation du phénomène aurait dû être bien meilleure. Certains d'entre eux se sont même rendus jusqu'en Mongolie pour profiter des ciels dégagés des déserts.

Les léonides s'y sont bien pointées, mais avec quelques heures d'avance, signifiant que le meilleur point d'observation n'était plus en Asie mais plutôt aux îles Canaries.

« Je crois que l'événement sera beaucoup plus impressionnant cette année que l'an dernier », a expliqué Peter Brown, un astronome du laboratoire d'études des météorites de l'université Western Ontario.

Les résidents des provinces atlantiques devraient être en mesure d'observer plus d'étoiles filantes que les Québécois, qui en verront toutefois davantage que les observateurs des provinces de l'Ouest.

M. Brown était de ceux qui se sont rendus en Mongolie en novembre dernier, avec un radar et de l'équipement de communications de pointe. Il devait ainsi avertir les propriétaires de satel-

lites de l'importance des pluies pour leur donner une dernière chance d'évaluer les possibilités de danger que représentent les rochers volants, qui se déplacent plus rapidement que n'importe quel missile.

Cette année, il fera la même chose depuis les îles Canaries.

PAS DE PANIQUE

Du côté des fabricants de satellites, « personne ne court en criant que le ciel leur tombe sur la tête », précise-t-il, mais plusieurs prennent des précautions raisonnables.

Les navettes spatiales de la NASA ne voleront pas pendant cette période. Le satellite canadien Radarsat, qui prend des images de la Terre, cessera de fonctionner pendant quelques heures, comme tous les satellites de télécommunications.

De plus, comme la station orbitale russe Mir est maintenant déserte, il ne se trouvera aucun humain dans l'espace au moment de la pluie.

Les léonides font leur apparition à peu près à tous les 33 ans, toujours à la mi-novembre, alors que l'orbite de la Terre croise la traînée de débris qui forme la queue de la comète Temple-Tuttle.

En soit, la comète n'est pas particulièrement grosse, mais lorsque sa queue entre en contact avec l'atmosphère terrestre, les débris qui la composent se consument et créent des milliers d'étoiles filantes — formant une pluie de météorites. Les léonides ont été baptisées ainsi parce qu'elles paraissent venir de la constellation du Lion.

Rien à voir avec les perséides, moins nombreuses

meilleur

BYE-BYE NISSAN SENTRA 99
À SEULEMENT **12 995\$**

Moteur 222 chevaux

MAXIMA 2000
à partir de **400\$** par mois

PATHFINDER XE 2000
à partir de **400\$** par mois

ALTIMA GXE 2000
à partir de **300\$** par mois

Location de 36 mois pour la Maxima GXE 2000, l'Altima GXE 2000 et le Pathfinder XE 2000. Toutes les taxes et frais de location sont incluses. Le prix de location est de 0,25\$ par jour. Le prix de la Maxima de 2000\$ pour l'Altima et de 2000\$ pour le Pathfinder. Les taxes de transport et d'assurance sont incluses. Les taxes de transport et d'assurance sont incluses. Les taxes de transport et d'assurance sont incluses.

PAQUET
3580, boul. de la Rive-Sud
LÉVIS **838-3838**

TOUJOURS PLUS LOIN

5 jours 5\$
Pour des articles de 100\$ et moins. Pour un temps limité. Annonce de 2 lignes.

LE SOLEIL

Annonces classées
686-3311

PIEDS SENSIBLES ?

Au Laboratoire Pouliot nous vous offrons :

- un service professionnel
- une solution spécifique à vos besoins
- un examen fonctionnel

Monsieur Carol Pouliot
Orthésiste du pied
Certifié par le Conseil canadien
Membre de l'ordre professionnel
Détenant d'un permis du ministère
Membre des associations provinciale, nationale et internationale

LABORATOIRE POULIOT
2990, chemin Sainte-Foy, Ste-Foy
Pour un rendez-vous (418) 652-0100

Démarrez votre journée au chaud et en toute sécurité avec un démarreur à distance de chez **Lebeau Vitres d'autos**

Plusieurs modèles disponibles pour véhicules à transmission automatique ou manuelle.

Modèles AstroStart disponibles en magasin.

à partir de **99,95\$**
Installation et taxes en sus

Lebeau MD
Vitres d'autos

72 succursales au Québec pour mieux vous servir!

Consultez les Pages Jaunes sous la rubrique vitres d'autos.



LE SOLEIL, PATRICE LAROCHE

VANIER Grand rassemblement d'élèves sous le Shaputuan

Un Shaputuan, grand campement de rassemblement autochtone, a été érigé cette semaine dans la cour de l'école secondaire Vanier. Ce bâtiment, qui faisait 12 mètres sur 6 mètres, pouvait accueillir une soixantaine d'élèves. Les activités qui s'y sont déroulées — concours de tipis, campement de nuit, souper communautaire — étaient animées par l'équipe de l'Institut culturel et éducatif montagnais. Les activités ont permis aux élèves de l'institution de prendre contact avec la culture autochtone (les arts, la musique, les contes, l'alimentation, les habitudes de vie et l'histoire). Sur la photo, Paul-Émile Dominique, Montagnais de Betsiamites sur la Côte-Nord, s'adresse à quelques élèves. J.M.

CÉGEP DE LIMOILLOU



LE SOLEIL, RAYNAL LAVOIE

Un étudiant en lutherie, Jonathan Barrière, de Vanier.

Entre tradition et modernité L'institution collégiale ouvrait ses portes, hier

ÉRIC MOREAULT
Le Soleil

■ QUÉBEC — Ils étaient nombreux hier à sacrifier une partie de leur après-midi pour répondre à l'invitation du cégep de Limoilou. Une activité de type portes ouvertes où ils ont pu constater que l'éventail de cours offerts s'inscrit entre tradition et modernité.

Côté modernité, les dirigeants du cégep se démènent afin de pouvoir offrir un DEC en photonique, le dernier-né dans le domaine du génie électrique. À Limoilou, ce département est pratiquement une école dans l'école avec ses quelque 800 étudiants et 22 laboratoires. Fait non négligeable, « on commence à faire des petites percées avec les filles », révèle Hélène Huot, directrice des études.

Voilà un de ces secteurs où la demande pour des diplômés surpasse souvent l'offre. Qui plus est, dans le cas précis de l'optique/photonique, les diverses instances régionales — paliers de gouvernement, monde scolaire, employeurs, etc. — misent sur ce secteur pour être un fer de lance du développement économique de Québec, notamment en créant une Cité de l'optique.

Malaise : dans ce domaine de pointe, la formation de techniciens est inexistante dans la région. Le cégep de Limoilou offre bien depuis trois ans une Attestation d'études collégiales (AEC), dont le taux de placement est de 100% pour sa vingtaine d'élèves. Sauf qu'il s'agit d'un programme d'un an destiné à ceux qui œuvrent dans le domaine ou qui ont déjà un diplôme, collégial ou universitaire, en poche.

Alors le cégep a logé une demande il y a deux ans auprès du ministère de l'Éducation afin d'offrir ce DEC en photonique. Si tout va comme prévu, le cégep accueillera ses premiers étudiants en 2001.

Les employeurs reprochent souvent aux institutions d'enseignement de ne pas répondre adéquatement à leurs besoins en terme de formation. Plus maintenant, fait valoir M. L'Heureux. « On essaie de répondre aux besoins de la région, d'établir un maillage entre ces besoins et ce qu'on peut offrir. On demande aux employeurs de nous expliquer ce qu'un technicien va devoir faire. »

Donc, en plus de la formation générale du collégial et d'une formation de base sur les concepts primaires en électricité, le futur diplômé apprendra l'ABC de l'entretien et de la réparation des équipements spécialisés dans le domaine, par exemple en fibre optique. Paraphrasant un document d'Innovatech sur le sujet, M. L'Heureux croit fermement que si le XX^e siècle a été celui de l'électron, le XXI^e sera celui du photon.

TRADITION

Fort bien, mais « jouer » dans des appareils de technologie de pointe ne passionne pas tous les gens au point d'en faire un choix de carrière. Alors, à l'autre extrémité du spectre de la formation professionnelle, le cégep de Limoilou mise également sur la transmission du savoir-faire et de la science des artisans par l'entremise de son Centre de formation et de consultation en métiers d'art.

Le Centre qui fête son 10^e anniversaire cette année est le seul du genre pour tout l'Est du Québec. Il offre de la formation en lutherie, ébénisterie, textile, sculpture, céramique et joaillerie. Ces écoles-ateliers s'articulent autour de trois grands axes de création, technique et gestion. « Nous formons des artisans autonomes qui vont pouvoir concevoir, réaliser et mettre en marché leurs créations », soutient Bruno Dubois, responsable du programme.

Et la popularité dudit programme ne se dément pas. Plus de 150 étudiants apprennent un noble métier. Noble, on veut bien, mais l'emploi lui ? « C'est comme dans les autres disciplines artistiques. Les gens qui ont le potentiel vont percer », estime M. Dubois.

Cela dit, ce n'est pas parce qu'on enseigne des métiers traditionnels qu'on n'est pas ouverts aux exigences de la modernité. À preuve, ces étudiants suivent des cours de commercialisation !

Montana 2000. L'aventure en famille à un nouveau nom.

CARACTÉRISTIQUES	Montana (TUM6)	Ford Windstar LX	Dodge Caravan (ens. 26T)	Honda Odyssey LX	Toyota Sienna LE
Revêtement latéral de carrosserie	Coloré	N/d	N/d	N/d	N/d
Éclairage à contrôle automatique	Inclus	N/d	N/d	Inclus	Inclus
Sacs gonflables latéraux côtés conducteur et passager	Inclus	Opt.	N/d	N/d	N/d
Banquette arrière troisième rangée	50/50 divisé	Banquette	Banquette	Banquette	50/50 divisé
Filtre à air (pollen)	Inclus	N/d	N/d	Inclus	N/d
Lecteur de disques compacts	Inclus	Opt.	Opt.	Opt.	Inclus
Glaces arrière de cascade pivotante	Commande électrique	Manuelle	Manuelle	Inclus	N/d
Miroirs chauffants	Inclus	N/d	N/d	Opt.	N/d
Freins antibloquage	Inclus	N/d	N/d	N/d	N/d
Système antibloquage	Inclus	Opt.	Opt.	Inclus	Inclus
Dépositif anti-voit PASSKey III	Inclus	N/d	N/d	N/d	N/d

Empattement court

Comptant	Mensualité
0 \$	378 \$
1 779 \$	328 \$
4 195 \$	258 \$



★★★★★
Sécurité cinq étoiles
La Montana de Pontiac a reçu la mention cinq étoiles, l'indice de sécurité le plus élevé, à la fois pour le conducteur et les passagers, lors de tests d'impact latéral.

Empattement allongé

Comptant	Mensualité
0 \$	418 \$
1 354 \$	378 \$
3 771 \$	308 \$

Modèle à empattement court

258 \$/mois
Location 36 mois
Transport et préparation inclus

2,9%
à la location***

Modèle à empattement allongé

308 \$/mois
Location 36 mois
Transport et préparation inclus

ou 1,9%
à l'achat**

Pour la famille à l'esprit d'aventure.

- 2 portes latérales coulissantes • Moteur 3400 V6 de 3,4 L de 185 HP • Boîte automatique 4 vitesses • Système antibloquage aux 4 roues • Sacs gonflables côtés conducteur et passager de type latéraux et frontaux • Verrouillage des portes et rétroviseurs chauffants à commande électrique • Volant inclinable • Lecteur de disques compacts • Climatiseur

EN PLUS POUR L'EMPATTEMENT ALLONGÉ :

- Glaces teintées foncées • Télédévrouillage des portes • Climatisation et chauffage avant/arrière avec commandes à l'avant et à l'arrière • Lève-glaces électriques



L'Association Marketing des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec vous suggère de lire ce qui suit.
Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers. S'appliquent aux Montana 2000 neuves en stock, comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit. * Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial ou échange équivalent (voir tableaux de mensualités), immatriculation, assurance et taxes en sus. Dépot de sécurité d'au plus 500 \$ et première mensualité exigés à la livraison. Frais de 12 \$ de km après 60 000 km. ** Taux de financement de 1,9 % à l'achat jusqu'à 48 mois. *** Taux de financement de 2,9 % à la location jusqu'à 36 mois. Le concessionnaire peut faire son propre prix. **** Marque déposée de General Motors Corporation. Banque TD, usager agréé. Une commande (ou échange) de véhicule peut être requise. **Taxes effectuées par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des É.-U. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant ou visitez le www.gmcanada.com



MONTANA. La passion de conduire.



Jazz-fusion

Jusqu'au 3 décembre 1999, à l'achat ou à la location d'un véhicule GM* neuf, vous courez la chance de gagner :

DES 50 FORFATS DE 4 BILLETS* pour la soirée «Édition spéciale Jour de l'An 2000» du Festival International de Jazz de Montréal au Palais des Congrès de Montréal, le 31 décembre 1999.

Résidents du Québec âgés de 18 ans et plus. Aucun achat requis. Règlement disponible chez les concessionnaires participants (*Pontiac, Buick, GMC, Chevrolet, Oldsmobile, Cadillac). *25 forfaits pour chacune des deux divisions Pontiac et Chevrolet.

Un individu de Québec cause tout un émoi à Miami-Nord

Il tue l'amant de sa femme dans un centre commercial avant de s'enlever la vie



Bernard Desrochers et Carla Findlay lors de leurs fiançailles, le 14 février 1988, alors qu'ils regardaient passer dans le ciel de Montréal l'avion loué par celui-ci.

■ MONTRÉAL (PC) — « Je t'aime et j'adore mes enfants plus que la vie elle-même. » C'est ce qu'a écrit Bernard Desrochers dans la lettre qu'il a laissée à sa femme avant de tuer l'amant de cette dernière et de s'enlever la vie dans un centre commercial de la Floride.

Bernard Desrochers était marié depuis 10 ans à Carla Findlay. Originaire de la ville de Québec, il vivait depuis quelques années en Floride avec sa femme et leurs deux garçons âgés de quatre et six ans.

Jeudi, M. Desrochers avait organisé un rendez-vous avec sa femme et son nouvel amoureux pour discuter, leur avait-il dit, de la séparation et de ses enfants. Ils étaient assis dans un café situé dans le centre commercial Aventura à Miami-Nord. À 9h30, M^{me} Desrochers les a quittés pour aller travailler chez Bloomingdale's, non loin du café, dans le centre commercial. À 9h42, son mari l'a appelée sur son cellulaire pour lui dire: « Je viens de tuer ton ami. Je vous aime toi et les enfants. » Il a alors tourné l'arme contre lui et s'est enlevé la vie.

Depuis deux mois, Carla Desrochers fréquentait cet homme âgé de 52 ans du nom de Louis Paduano. Elle l'aurait rencontré dans la boutique Bloomingdale's. Bernard

Desrochers savait que sa femme voulait le laisser pour aller vivre avec cet homme et leurs deux enfants. M. Desrochers, qualifié de père attentionné par ses voisins, ne voulait pas que ses enfants soient élevés par M. Paduano, un ex-criminel new-yorkais qui aurait échappé au moins deux fois à des attentats dans les années 80.

« Il ne pouvait supporter de penser qu'il perdrait ses deux fils au profit de cet individu », a déclaré son frère Jocelyn Desrochers au journal *Miami Herald* de Floride.

Jocelyn Desrochers aurait pris l'avion de Québec vers Miami jeudi lorsqu'il a appris le drame. « Il m'avait appelé la veille. Avant de racrocher, il m'a dit: "Je suis si content de t'avoir appelé", a-t-il confié au quotidien de la Floride.

Selon son frère, Bernard Desrochers n'avait aucun antécédent de violence. Il travaillait comme gérant d'un restaurant avant de laisser cet emploi pour se consacrer à ses enfants.

Carla Desrochers, 32 ans, un ex-mannequin, avait accepté la demande en mariage du Québécois il y a 10 ans à Montréal. Ce dernier avait loué un avion qui avait volé dans le ciel de Montréal avec une bannière sur laquelle était écrite la demande en mariage. Le couple avait alors fait les manchettes du journal *The Gazette*.

Dix ans plus tard, c'est pour un drame conjugal que le couple se retrouve de nouveau dans les journaux.



CANTEL AT&T

QUÉBEC

2700, rue Jean-Perrin,
bur. 101
(418) 843-0000

Galerias de la Capitale
(418) 628-0888

Fleur de Lys
(418) 655-7225

SAINTE-FOY

2095, boul. Jean-Talon S.,
bur. 101
(418) 684-8884

3062, ch.
des Quatre-Bourgeois
(418) 651-1423

Place Laurier
(418) 659-2132

CHICOUTIMI

1021, boul. de l'Université
(418) 690-0535

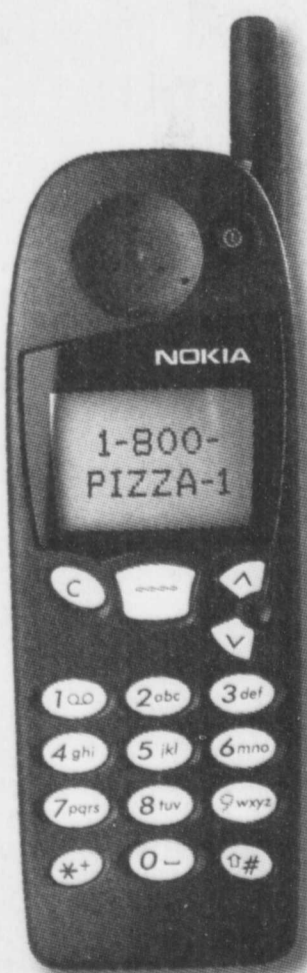
Place du Royaume
(418) 690-3155

ALMA

241, av. du Pont N.
(418) 662-9993

CANTEL AT&T
Agent autorisé

CANTEL AT&T



Le Nokia 5100 bimode

49\$*
seulement

Dites-en plus!
Pour 15\$ de plus par mois, utilisez vos
1000 minutes pour parler tous les soirs
(18h à 8h) en plus des week-ends*.

Forfait numérique à
30\$ /mois* de Cantel[®] AT&T[™]
1000 minutes les week-ends
150 minutes en tout temps
1^{re} minute entrante gratuite
(jusqu'à 400 minutes par mois)

Le plus vaste réseau numérique au pays

Peu importe où le temps des fêtes vous conduira, partez en toute tranquillité. Car en plus de vous donner accès au plus vaste réseau numérique au pays, Cantel AT&T vous offre maintenant le téléphone Nokia 5100 à seulement 49\$*. Imaginez le cadeau parfait que ça ferait. Joyeux Cantel! Pour plus d'information visitez notre site au www.cantelat.com.

POUR UNE LIVRAISON GRATUITE, COMPOSEZ LE 1 888 557-1479

*Téléphone à 49\$ après le rabais postal de 50\$ crédité sur votre prochaine facture de Cantel AT&T. Ces offres s'appliquent uniquement à une nouvelle mise en service d'un forfait de 30\$ ou plus sur une entente de un an. Offres en vigueur jusqu'au 31 décembre 1999. Frais d'interurbain, de déplacement et taxes applicables en sus. [®]Rogers Cantel Inc. [™]AT&T Corp. Utilisé sous licence.

RadioShack

LA CABINE
TÉLÉPHONIQUE

FUTURE SHOP

CENTRE HI-FI

BUREAU
EN GROS

TELE SOLUTIONS

LE QUÉBEC LE CANADA

EN BREF

OTTAWA

Manning lance le concours du « plus arnaqué »

Le leader du Parti réformiste, Preston Manning, vient de lancer un concours destiné à identifier le Canadien qui se fait le plus « arnaqué » par le régime fiscal canadien. « En ce moment, vous avez de meilleures chances de gagner à la loterie que d'obtenir une baisse d'impôts du ministre des Finances Paul Martin », affirme M. Manning dans un communiqué. Le gagnant du concours aura droit à un voyage gratuit à Ottawa, au cours duquel il pourra présenter le talon de son chèque de paye au ministre Martin. « J'ai récemment reçu un talon de chèque de paye d'un technicien de Saskatchewan, dit M. Manning. Son revenu brut pour la période de paye était de 2021,67 \$. Mais une fois déduits les impôts sur le revenu et les autres prélèvements, il ne ramenait à la maison que 1009,35 \$, soit moins de la moitié de son chèque de paye. » Le Parti réformiste demande aux gens de lui faire parvenir le talon de leur chèque de paye au bureau de M. Manning, à Ottawa. (PC)

4 sièges à pourvoir aux Communes

Les électeurs de quatre circonscriptions canadiennes, dont deux au Québec, sont appelés aux urnes aujourd'hui pour remplacer un député qui a quitté la Chambre des communes. Au Québec, des élections complémentaires ont été déclenchées pour remplacer le député sortant de Hull-Aylmer, l'ancien président du Conseil du trésor Marcel Massé, nommé directeur exécutif à la Banque interaméricaine de développement, à Washington, et la députée de Mont-Royal, Sheila Finestone, nommée au Sénat. Une élection a aussi lieu à Toronto pour remplacer, dans York-West, l'ancien ministre libéral Sergio Marchi, nommé représentant du Canada à l'Organisation mondiale du commerce, à Genève. Dans Saskatoon-Rosetown-Biggar, il faut combler le siège du néo-démocrate Chris Axworthy, actuellement ministre de la Justice dans le gouvernement de Roy Romanow. Avant ces quatre élections complémentaires, les 301 sièges à la Chambre des communes se répartissaient ainsi: 154 aux libéraux, 58 aux réformistes, 44 au Bloc québécois, 19 au NPD, 19 aux conservateurs, et trois députés indépendants. (PC)

Le front commun CEQ-CSN-FTQ tente sa chance avec les libéraux

Des représentants du front commun CEQ-CSN-FTQ du secteur public rencontrent aujourd'hui des députés du Parti libéral du Québec dans différentes régions. Selon le front commun, ces rencontres visent à inciter les libéraux à exercer une pression constante sur le gouvernement de Lucien Bouchard en vue d'en arriver à un dénouement dans les négociations dans le secteur public. À Québec, les représentants du front commun rencontreront les députés Réal Gauvin (circonscription de Montmagny), Diane Leblond (Beauce-Sud) et Normand Poulin (Beauce-Nord). En Montérégie, les porte-parole syndicaux rencontreront la députée de Lotbinière, Fatima Houada-Pépin, et à Montréal, les représentants du front commun s'entretiendront avec le caucus des députés libéraux de la grande région de Montréal. La rencontre de Montréal sera suivie d'une conférence de presse. (PC)

PORTS DE LA CÔTE OUEST

L'ultimatum porte fruit

Les débardeurs prêts à rentrer travailler si le lock-out est levé

■ VANCOUVER (PC) — Un ultimatum d'Ottawa semble avoir porté fruit et mis fin à un conflit de travail qui a entraîné la fermeture des ports de la côte Ouest pendant une semaine.

Le président du syndicat des débardeurs de la Colombie-Britannique a déclaré hier que ses membres étaient prêts à accepter les recommandations du médiateur fédéral et à retourner au travail dès que l'association des employeurs aura levé son lock-out.

La ministre fédérale du Travail Claudette Bradshaw avait exigé, samedi, que le syndicat des débardeurs et l'association des employeurs maritimes de la Colombie-Britannique viennent à une entente avant hier midi. Si cela n'avait pas été le cas, la ministre aurait déposé aujourd'hui aux

Communes une loi spéciale de retour au travail.

« Même si elle est loin d'être satisfaisante, nous croyons que l'entente recommandée par le médiateur fédéral est ce que nous pouvons obtenir de mieux à ce moment-ci », a déclaré hier le président du syndicat, Tom Dufresne.

Les termes de l'entente intervenue entre les parties ne seront rendus publics qu'après une réunion de l'exécutif du syndicat, ce matin. M. Dufresne a dit

que les membres seront invités à ratifier l'entente lors d'une assemblée générale, mardi.

MUTISME PATRONAL

Un porte-parole du patronat a déclaré hier soir qu'il ne ferait aucun commentaire avant la rencontre des employeurs maritimes, aujourd'hui.

Environ 2000 travailleurs ont été mis en lock-out dimanche dernier dans le cadre d'un conflit de travail entraîné par l'octroi d'un contrat à une compagnie comptant sur des employés non syndiqués, en 1998.

L'arrivée et le départ des marchandises dans les ports de Vancouver, de la rivière Fraser, de Prince-Rupert, de Port-Alberni et de Nanaimo ont été interrompus le 7 novembre après que les administrateurs aient mis en lock-out les membres du local 500 du Syndicat international des débardeurs et magasiniers.

Cet arrêt de travail, qui a affecté tous les envois de marchandises sauf ceux de céréales en vrac, a coûté 90 millions \$ par jour au port de Vancouver.

Quelque 5000 conteneurs remplis de marchandises sont toujours empilés au port. D'autres chargements ont été transférés aux États-Unis pour y prendre la mer, ou sont entreposés par des producteurs.

Le port de Vancouver a perdu 90 millions \$ par jour depuis le 7



Le ministre Paul Martin (à droite) assistait hier midi à un rassemblement partisan de libéraux à Halifax, en Nouvelle-Écosse.

RÉUNION DES MINISTRES DES FINANCES

Landry va tenter de recréer un front commun

QUÉBEC (PC) — Président de la conférence des ministres des Finances, qui se tient aujourd'hui à Toronto, Bernard Landry tentera d'y susciter un front commun des provinces afin de presser Paul Martin de partager ses gigantesques surplus budgétaires.

Les provinces souhaitent le rétablissement des transferts fédéraux dans la santé et les programmes sociaux au niveau de 1994-1995. Un souhait qu'elles répètent avec insistance depuis que le ministre fédéral des Finances a annoncé des surplus budgétaires qui totaliseront 95 milliards \$ en 2004-2005.

Selon le premier ministre Lucien Bouchard, un rehaussement des transferts représenterait une injection de cinq milliards \$ par année dans le budget du Québec.

Cela réglerait bien des problèmes, en particulier ceux de la ministre de la Santé, Pauline Marois, qui estimait la semaine dernière à 700 millions \$ les fonds additionnels nécessaires dans le réseau de la santé.

Le ministre Landry affirme que la situation n'est pas rose dans les hôpitaux du Canada anglais. « Toutes les provinces, dit-il, ont des difficultés »,

ça ne devrait donc pas être difficile de les convaincre de s'entendre sur une demande commune d'augmentation des transferts fédéraux.

Ottawa ne semble toutefois pas penser aux provinces dans l'utilisation des surplus anticipés. La moitié ira à de nouveaux programmes, et l'autre moitié ira à la fois à la réduction des impôts et au paiement de la dette.

« Il y a en un peu pour tout le monde mais pas assez pour tout le monde », a déclaré, sybillin, le premier ministre Jean Chrétien, au lendemain de l'énoncé économique de son ministre des Finances.

Ces dernières semaines, le gouvernement Bouchard a vertement dénoncé le « déséquilibre fiscal » qui mine le fédéralisme canadien.

Réunis à Québec en août, les premiers ministres provinciaux avaient uni leur voix pour demander à Ottawa de réduire les impôts et de rétablir les transferts sociaux à leur niveau antérieur. En vain. Les ministres provinciaux des Finances tenteront d'être plus convainquants. Ils se sont donné trois heures pour s'entendre cet après-midi sur une position commune face à Ottawa.

CONFLIT DE LA PLACE DES ARTS

La FTQ s'en remet à Bouchard

■ MONTRÉAL (PC) — Le président de la FTQ, Henri Massé, demande au premier ministre Lucien Bouchard d'intervenir dans le conflit des techniciens de la Place des Arts avant que la situation ne s'envenime.

Selon M. Massé, la décision patronale de mettre un terme au service de techniciens pourrait entraîner des actes de violence.

« La situation risque de devenir explosive bientôt si des briseurs de grève sont embauchés à la Place des Arts », dit M. Massé, hier, en conférence de presse, en compagnie de dirigeants du syndicat des techniciens de scène. Nous risquons de retourner plus de 20 ans en arrière, avant la législation interdisant le recours aux briseurs de grève adoptée par le gouvernement du Parti québécois en 1977.

COMME MÉTRO-RICHELIEU

« Un employeur ne peut pas changer les règles du jeu en pleine partie et fai-

C'est violer la loi antibriseurs de grève, affirme la FTQ

re indirectement ce qu'il ne peut pas faire directement, a ajouté M. Massé. Le droit de grève, on l'a ou on ne l'a pas. Cette grève est légale et se poursuivra jusqu'au règlement du conflit. Il faut que l'employeur respecte la loi. Or, ce que la direction de la Place des Arts a annoncé, c'est une violation de la loi antibriseurs de grève. »

M. Massé a comparé ce dossier à celui des camionneurs de Métro-Richelieu, qui ont obtenu gain de cause après plusieurs années de lutte devant les tribunaux.

Les quelque 150 techniciens de la Place des Arts sont en grève depuis juin dernier. Ils se réuniront aujourd'hui en assemblée générale.

SOMMET DES PAYS MEMBRES DU COMMONWEALTH

La libération immédiate de Nawar Sharif exigée

DURBAN, Afrique du Sud (PC) — Les pays du Commonwealth réclament la libération immédiate de Nawar Sharif, le premier ministre du Pakistan dont le gouvernement a été renversé le mois dernier par un coup d'État militaire, et disent qu'ils n'attendront pas deux ans pour que la démocratie soit restaurée avant d'accroître la pression sur le régime pakistanais actuel.

« Nous avons décidé que nous agirions plus rapidement que cela, a déclaré le premier ministre Jean Chrétien hier, au sommet des pays membres du Commonwealth. Ce n'est pas une question de jours, mais de semaines et de mois. »

En vertu des règles du Commonwealth, l'organisation peut donner jusqu'à deux ans à un membre pour que celui-ci restaure la démocratie après un coup d'État militaire.

Jusqu'à maintenant, cette organisation, qui compte 54 membres, s'est contentée de demander des assurances quant à la sécurité, au bien-être et à la protection des droits des détenus, incluant M. Sharif.

Le Commonwealth est cependant inquiet du fait que le leader destitué n'a pu voir un avocat et qu'un tribunal spécial sur le terrorisme, plutôt qu'un tribunal civil, doit entendre les accusations portées contre lui, dont celle de trahison. Le général Pervez Musharraf, le nouveau dirigeant, refuse de

préciser la date de futures élections, ce qui préoccupe certains pays. Le Pakistan dispose d'armes nucléaires.

Le Pakistan a été suspendu des conseils du Commonwealth le 18 octobre. La prochaine étape conduirait à sa suspension complète, ce qui entraînerait des sanctions relatives aux visas de voyageurs, la participation à des rencontres sportives internationales, l'aide économique.

« S'il n'y a pas de progrès, il y aura suspension de toutes les instances du Commonwealth », a dit M. Chrétien.

Prié de préciser quelles sanctions pourraient être imposées, il a répondu qu'il n'était pas question de « déclarer la guerre » au Pakistan. Il s'agit de pressions politiques, a-t-il dit. Si un pays ne juge pas important de faire partie du Commonwealth, il n'en fera pas partie. Mais un pays n'aime pas être complètement isolé, a-t-il ajouté.

Le Canada a lui-même imposé des sanctions à l'Inde et au Pakistan au moment des essais nucléaires de mai 1998. Il a interdit les exportations de technologie militaire, restreint l'aide économique — excluant l'aide humanitaire et alimentaire —, interdit les échanges sportifs et culturels et diminué ses échanges ministériels.

Les leaders du Commonwealth ont demandé à un groupe de ministres de recommander de nouvelles mesures si le retour à la démocratie tarde trop.

TROIS-RIVIÈRES

Demande de redressement salarial de 71,5%

TROIS-RIVIÈRES (PC) — Les chargés de cours de l'Université du Québec à Trois-Rivières réclament un redressement salarial de 71,5 %, une augmentation équivalente à l'écart les séparant des professeurs réguliers lorsqu'ils remplissent une tâche d'enseignement comparable à ces derniers.

Réunis samedi en assemblée générale, quelque 70 chargés de cours de l'UQTR ont adopté à l'unanimité la proposition de leur syndicat. La de-

mande sera déposée mercredi à la table de négociation.

« Les gens ne veulent pas laisser passer le train », a expliqué après la rencontre le président du Syndicat des chargés de cours de l'UQTR, Robert Bellerose, en faisant référence aux résultats de l'étude de l'Institut de la statistique du Québec. Cette étude indépendante a été commandée conjointement par la direction de l'université et le syndicat, à la suite de la dernière

négociation, il y a trois ans.

Une grève de 40 jours des chargés de cours de l'UQTR avait éclaté à la fin de l'automne 1996, repoussant ainsi le début de la session d'hiver 1997, au grand désespoir d'ailleurs des étudiants qui avaient alors manifesté publiquement leur impatience de retourner en classe.

Les chargés de cours dispensent environ 55 % de l'enseignement à l'UQTR.

COLLISIONS DE NAVIRES DE LA MARINE

La compétence des pilotes
canadiens remise en question

HALIFAX (PC) — À trois reprises depuis moins de deux ans, des vaisseaux de la marine canadienne présentés comme des bijoux de technologie sont entrés en collision avec d'autres navires, ce qui a obligé les autorités à améliorer la formation des capitaines.

L'incident le plus récent est survenu plus tôt cette année, alors que le *NCSM Brandon* a heurté deux autres navires en accostant au quai de la marine canadienne à Halifax.

Le 25 février dernier, alors qu'il affrontait des vents forts, le *Brandon* a accroché au passage le *NCSM Provider* et le *NCSM Shawinigan*, causant des dommages légers. Personne n'a été blessé dans l'incident.

« Ce malheureux incident à l'accostage résulte d'une erreur de jugement et de l'impatience d'un capitaine inexpérimenté », a conclu le rapport interne de la marine, dont une copie a été obtenue grâce à la Loi d'accès à l'information.

Les autorités militaires n'ont toutefois pris aucune mesure disciplinaire contre le lieutenant-commandant Bob Ramage.

La collision impliquant le *Brandon* est le troisième incident du genre impliquant un des tous nouveaux dragueurs de mines faisant partie de la flotte de défense côtière du Canada.

Le 27 janvier 1998, le *NCSM Glace Bay* avait éperonné un homardier américain près de Boston, fracassant la cabine de pilotage et son système d'évacuation des gaz. La collision n'avait pas fait de blessé.

Dans ce cas, l'enquête avait rejeté la responsabilité de l'accident sur le capitaine du *Glace Bay*, le lieutenant-commandant Robert Thorpe. Ce dernier fut relevé de son commandement et un dédommagement de 100 000 \$ fut versé au propriétaire du homardier.

Le troisième incident est survenu le 2 décembre de l'année dernière, lorsque le *NCSM Yellowknife* a heurté, par deux fois, le *NCSM Chaleur* lors d'un exercice au large d'Esquimalt, en Colombie-Britannique. Personne ne fut blessé, mais des réparations de 15 000 \$ ont été nécessaires.



Le *NCSM Glace Bay* entre au port d'Halifax, sur cette photo datant de 1998.

Dans ce cas, l'enquête a également signalé « l'inexpérience du capitaine lors de manoeuvres rapprochées avec d'autres vaisseaux ». Le lieutenant-commandant Grant Bannister s'en est tiré sans mesure disciplinaire mais la marine a alors fait savoir que la formation des officiers serait améliorée.

NOUVELLE TECHNIQUE

Les nouveaux dragueurs de mines de la marine canadienne sont équipés de deux hélices orientables, contrairement à la traditionnelle hélice fixe avec gouvernail.

Dans l'enquête sur l'incident du *Yellowknife*, il a été démontré que les équipages manquaient d'expérience

avec ce nouveau système de propulsion, d'ailleurs fort peu utilisé par les marines des autres pays.

« Tout marin professionnel qui se voit donner le commandement d'un nouveau navire avec un système de propulsion différent aura du mal à s'habituer », affirme le commandant Mark Cameron, responsable des six dragueurs de mines basés sur la côte Est. Les six autres dragueurs de mines sont basés sur la côte Ouest.

M. Cameron signale par ailleurs que les nouveaux navires sont commandés par de jeunes officiers et doivent évoluer dans des zones maritimes fortement achalandées, donc avec un potentiel de collision plus élevé.

En Ontario,
la religion est déjà
sortie des écoles

■ OTTAWA (PC) — Tous les mercredis matins, un groupe d'enfants se présente avant tout le monde à l'école primaire publique Franco-jeunesse d'Ottawa. Pendant que leurs compagnons envahissent la cour d'école et s'amuse en attendant le début des classes, eux suivent leur cours de catéchèse.

L'idée d'offrir l'enseignement religieux en dehors des heures de classe, comme le suggère le rapport Proulx sur la place de la religion à l'école, soulève bien des passions au Québec. Elle n'a pourtant rien de révolutionnaire. En Ontario, ce régime est en vigueur depuis longtemps dans le réseau des écoles publiques.

« Il n'y a pas d'enseignement religieux pendant les heures de classe. Mais avant et après, il y a souvent des communautés qui vont offrir des cours de catéchèse aux élèves. Ce sont les parents d'une école, en collaboration avec la paroisse, qui prennent en charge la situation », explique Jean-François Piché, coordonnateur des services pédagogiques du Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario.

DES LOCAUX POUR TOUS

Dans les écoles francophones, fréquentées surtout par des catholiques, ce sont des cours de catéchèse qui sont généralement demandés. Mais les parents de toutes les confessions religieuses ont accès aux locaux pour enseigner la religion à leurs enfants.

« L'enseignement religieux est permis tant et aussi longtemps qu'il se fait en dehors des heures de classe, qu'il est volontaire et qu'il n'est pas financé par l'État », résume Linda Nicholson, du ministère de l'Éducation de l'Ontario. Autrement, toute éducation religieuse est interdite, même la prière matinale.

Du côté anglophone, peu de groupes se prévalent de la possibilité d'enseigner la religion à l'école, après les heures de classe. Question de traditions. Les enfants protestants, anglicans, luthériens ou membres de l'Égli-

se unie fréquentent plutôt l'école du dimanche de leur paroisse.

Quand vient le temps de la confirmation, des classes supplémentaires sont offertes en semaine, mais toujours dans les locaux de la paroisse, raconte le révérend Roger Wringer, de l'Église luthérienne du Canada.

UNE EXCEPTION

La situation ontarienne a toutefois une particularité qui fait bien des jaloux et qui lui a valu une réprimande, au début du mois de novembre, de la part du Comité des droits de la personne des Nations unies. C'est que la province finance entiè-

Seule exception à la règle:
le réseau d'écoles catholiques
financé par l'État

rement un réseau d'écoles catholiques qui offrent des cours de religion pendant les heures de classe et donnent des crédits à ceux qui les suivent. Il s'agit d'une exception protégée par un article de la Constitution de 1867, le même article qui assurait l'existence, jusqu'à tout récemment, de réseaux de commissions scolaires catholiques et protestantes au Québec.

Toutes les autres confessions religieuses, qui souhaitent contrôler leurs écoles, doivent mettre sur pied une institution privée qui ne reçoit aucun fonds du gouvernement provincial.

La différence de traitement entre les écoles catholiques et les autres écoles confessionnelles a fait l'objet d'une plainte de la part d'un parent qui devait payer pour l'éducation de ses enfants dans une école juive de Toronto. Il a invoqué la « Convention internationale sur les droits civils et politiques » des Nations unies et le Comité des droits de la personne lui a donné raison. Le gouvernement de Mike Harris, lui, a déjà fait savoir qu'il n'entendait rien changer au régime actuel.

PLUS DE PUISSANCE, PLUS DE LUXE,
PLUS DE CONFORT,
PLUS DE PLAISIR
ET PAS PLUS D'ARGENT



LA SURPRENANTE ALTIMA 2000

300\$

PAR MOIS

CLIMATISEUR · MOTEUR DE 155 CHEVAUX · SIÈGE DU CONDUCTEUR À 8 RÉGLAGES
SYSTÈME DE SONORISATION AM/FM/CD STÉRÉO
TÉLÉCOMMANDE DE VERROUILLAGE/DÉVERROUILLAGE DES PORTIÈRES
ET BEAUCOUP, BEAUCOUP PLUS...

Acapte	Mensualité
2595 \$	300 \$
1595 \$	330 \$
0 \$	380 \$

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
CLIMATISEUR INCLUS



TOUJOURS PLUS LOIN.

Le modèle illustré peut différer et est utilisé à titre indicatif seulement.

Les gens avisés lisent toujours les petits caractères et bouclent leur ceinture. Location de 36 mois pour l'Altima GXE (T4RG70 AE00). Climatiseur inclus. Acapte ou échange équivalent de 2 595 \$. Limite de 24 000 km par année avec 0,08 \$/km extra. Transport et préparation inclus. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit par NCFI. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. www.nissancanada.com 1 800 387-0122

Des Anglo-Québécois demandent à Ottawa de protéger leurs droits

OTTAWA (PC) — Julie Lachance, une mère de deux enfants de Montréal, qui parle couramment le français et l'anglais, s'appête à quitter le Québec pour Edmonton, à cause de « l'atmosphère » qui prévaut dans la province. Sa famille et ses amis ont déjà quitté le Québec. Elle n'a plus rien à faire dans une province où, dit-elle, « l'Anglais est un gros mot ».

Selon elle, il n'y a pas d'interaction entre les gens, parce qu'on craint toujours d'offenser quelqu'un au plan linguistique. On ne sait jamais si on doit dire « bonjour » ou « good morning », affirme-t-elle.

Environ 900 manifestants anglophones du Québec ont défilé sur la colline parlementaire à Ottawa, hier, pour dénoncer la loi 101 et demander l'aide du gouvernement fédéral.

Brandissant des drapeaux canadiens, les manifestants ont distribué des épinglettes reproduisant l'unifolié et acheté des T-shirts portant le message suivant, écrit en anglais: « M. Chrétien, je ne suis pas invisible, je suis Canadien ».

Une pétition comptant plus de 15 000 signatures a été remise au député réformiste Peter

Goldring, qui a promis de la présenter aux Communes cette semaine. Les manifestants ont exprimé le souhait qu'Ottawa s'implique davantage dans la défense de leurs droits.

Il n'y a pas plusieurs types de Canadiens, il n'y en a qu'un seul, d'un océan à l'autre, est venu dire à la foule le militant pour la défense des droits des anglophones Howard Galganov.

Keith Henderson, le leader du Parti Egalité, a tenu à rappeler « à tous les élus fédéraux et aux Canadiens que le gouvernement fédéral a un droit de veto sur toute loi provinciale ». Il a ajouté que lorsque les politiciens québécois ne protègent pas ce qu'il a appelé « les droits canadiens », ils ne devraient pas recevoir d'argent d'Ottawa.

Les orateurs ont affirmé que la loi 101, adoptée il y a plus de 20 ans, supprime les droits et libertés des non-francophones au Québec.

Donald Potter, de Saint-Hubert, sur la Rive-Sud de Montréal, accompagné de son fils de 10 ans, a affirmé s'être rendu à Ottawa pour dire aux élus fédéraux que « nous avons le droit d'être Anglais et nous sommes fatigués que le Québec essaye de nous assimiler ».

La pétition demande à Ottawa de n'adopter que les lois « qui affirment l'égalité de chaque individu en vertu des lois » du Canada. L'égalité, a dit M. Goldring, est plus qu'une question de droits linguistiques. « Au Québec, c'est évidemment le débat sur la langue et l'affichage. »

Mais dans d'autres régions, cela inclut l'enchaînement de droits spéciaux, a poursuivi M. Goldring, en évoquant comme exemples le traité avec les Indiens Nisga'a en Colombie-Britannique, et les arrangements relatifs au nouveau territoire du Nunavut.

Le débat sur la langue au Québec s'est ranimé cet été quand une inspectrice de l'Office de la langue française, venue photographier les affiches unilingues illégales, a été éconduite de Shawville, un village de l'Outaouais à prédominance anglophone.

Les discussions ont repris de plus belle cet automne, quand un juge a invalidé les dispositions de la loi québécoise exigeant la prédominance du français dans l'affichage commercial, dans une cause impliquant un antiquaire de Lac-Brome, en Estrie.



« Nous avons le droit d'être Anglais et sommes fatigués que le Québec essaye de nous assimiler », ont fait valoir certains manifestants.

EN BREF

Quatre morts sur les routes du Québec en fin de semaine

At moins quatre personnes ont perdu la vie sur les routes du Québec au cours du dernier week-end. D'abord vendredi soir, sur l'autoroute 20 à la hauteur de Saint-Apollinaire, au sud de Québec, deux adolescents de la région de Québec ont été happés mortellement. Les victimes sont Jean-François Bolduc, 15 ans, de Beauport, et David Roussel, 16 ans, de Sainte-Foy. Selon la Sûreté du Québec, le conducteur d'une camionnette aux prises avec des problèmes mécaniques se rangeait en bordure de l'autoroute quand l'accident s'est produit. Aveuglé par un camion qui le doublait au même moment, il n'aurait pas aperçu les deux garçons. Samedi soir, un jeune homme de 20 ans est mort après avoir fait une embardée avec sa voiture sur l'autoroute 10, à Marieville en Montérégie. La victime est Martin Lacasse, de Coaticook. Son véhicule a traversé le terre-plein en faisant quelques tonneaux, terminant sa course dans la voie opposée, selon la Sûreté du Québec. Des échantillons du sang de la victime seront analysés afin de déterminer s'il était sous l'influence de l'alcool ou de la drogue. Hier matin, un pompier de Montréal, âgé de 33 ans, a perdu la vie dans un accident sur la rue Notre-Dame, dans l'est de Montréal. Vers 8 h 30, Alain Limoges, un résident de Lachenaie, roulait en direction est sur la rue Notre-Dame quand il a perdu la maîtrise de sa camionnette, qui s'est enroulée autour d'un lampadaire. Lorsque les policiers sont arrivés, il y avait absence de signes vitaux chez la victime. On a constaté son décès à 9 h 45, à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont. (PC)

ONTARIO

Une bague de 25 000 \$ dans un sac d'Halloween ?

Il est possible qu'un enfant qui « passait l'Halloween » à Sarnia, en Ontario, ait récolté plus que des bonbons, cette année. Une femme soutient que sa bague, d'une valeur de 25 000 \$, a pu se retrouver dans l'un des sacs de friandises qu'elle avait préparés pour les enfants, le 31 octobre. Anne Chrapco a lancé un appel aux parents du quartier, vendredi, pour qu'ils vérifient la récolte de leurs petits monstres — du moins ce qui en reste... Elle admet que le bijou a pu être perdu autrement, mais elle en doute. « Je suis pas mal sûre que je m'en serais aperçue, dit-elle. C'est une bague assez grosse. » Il s'agit d'une bague en or sertie d'un diamant d'un carat. (PC)

Autorisés à ne pas vendre la pilule du lendemain

Une pharmacie ontarienne a permis à ses employés de refuser de vendre la « pilule du lendemain », autorisée depuis peu au Canada, s'ils ont des objections de nature religieuse ou morale face à son utilisation. Outre la pharmacie Marchese, de Hamilton, deux autres établissements de la région, appartenant au même propriétaire, ont décidé de ne pas vendre le comprimé Preven. Aux États-Unis, les magasins Wal-Mart ont également refusé d'offrir ladite pilule du lendemain, mais les commerces établis au Canada ont fait savoir qu'ils en commanderaient si la clientèle leur en demandait. La plupart des pharmaciens ont décidé d'offrir les comprimés Preven à leur clientèle. Certains se sont dits stupéfaits d'apprendre que des collègues refusaient de les vendre. « C'est une ordonnance parfaitement légale, a dit l'un d'eux. Pourquoi ne l'offririons-nous pas ? » La controverse entourant le comprimé Preven vient de ce que les opinions diffèrent en ce qui concerne le début de la grossesse. Le Preven peut empêcher un ovule fécondé de s'implanter dans l'utérus, et certains considèrent que c'est l'équivalent d'un avortement. De nombreux médecins ne sont pas d'accord avec ce point de vue, et soutiennent que la grossesse ne commence que lorsque l'ovule est implanté dans l'utérus. (PC)

DOLLARD-DES-ORMEAUX

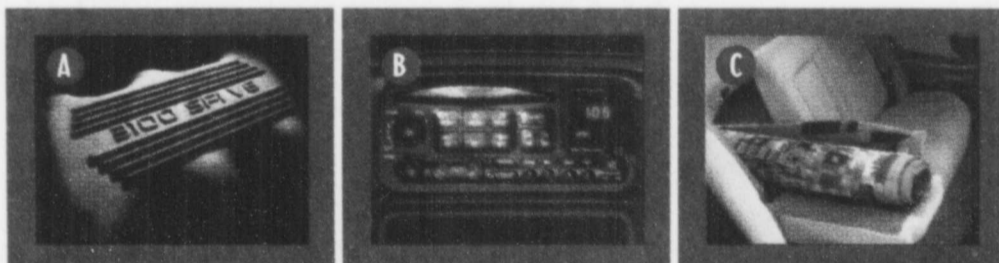
Il tire sur ses voisins

Un tireur dément, armé d'une carabine Winchester de calibre 30, a tiré plusieurs coups de feu, samedi soir, dans un quartier résidentiel de Dollard-des-Ormeaux, atteignant notamment le véhicule d'un couple voisin qui rentrait chez lui. La balle a fracassé la vitre arrière du côté du conducteur et transpercé la porte arrière du côté du passager. Quand la police, alertée par les voisins, est arrivée sur les lieux, l'homme de 23 ans, qui était jusque-là sur le trottoir, est entré dans une maison et a tenté de s'échapper par une autre porte. En le voyant tenter de fuir, les policiers ont ouvert le feu, le blessant gravement. On ne craint toutefois pas pour sa vie. L'identité du suspect n'a pas été dévoilée, celui-ci n'ayant pas encore été accusé formellement. Personne d'autre n'a été blessé lors de l'incident. (PC)

Malibu 2000. La surdouée de sa catégorie.



Une excellente intermédiaire
qui vous en offre plus, à prix abordable.



268 \$ /mois*
location 36 mois
Transport et préparation inclus

21 258 \$
à l'achat**

1,9%
à l'achat***

Comptant	Mensualité
0 \$	362 \$
1 451 \$	318 \$
3 105 \$	268 \$

- A** Puissant moteur 3,1L V6 de 170 HP
 - Boîte automatique 4 vitesses avec surmultipliée
 - Système antiblocage aux 4 roues
 - Climatiseur
- B** Lecteur de disques compacts
- C** Siège arrière divisé à dossier rabattable
 - Dispositif antiVOL PASSLock
 - Volant inclinable
 - Suspension indépendante aux 4 roues

GM L'Association Marketing des concessionnaires Chevrolet Oldsmobile du Québec vous suggère de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers, s'appliquant aux Malibu 2000 neuves en stock, comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photo à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit. *Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial ou échange équivalent (voir tableau de mensualités). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Dépôt de sécurité d'au plus 425 \$ et première mensualité exigés à la livraison. Frais de 12 ¢ du km après 60 000 km. **À l'achat, préparation incluse, transport (720 \$) et taxes en sus. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. ***Taux de financement à l'achat de 1,9% disponible jusqu'à 48 mois. Exemple de financement de 20 000 \$ à 1,9%: 48 versements de 433,03 \$, coûts en intérêts de 785,44 \$, coût total de 20 785,44 \$. ****Marque déposée de General Motors Corporation. Banque TD, usager agréé. Une commande (ou échange) de véhicule peut être requise. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant ou visitez le www.gmcanada.com



La Malibu. Connue pour en prendre. Reconnue pour en donner.



Jazz-fusion

Jusqu'au 3 décembre 1999, à l'achat ou à la location d'un véhicule GM® neuf, vous courez la chance de gagner: 1 DES 50 FORFAITS DE 4 BILLETS* pour la soirée «Édition spéciale Jour de l'An 2000» du Festival International de Jazz de Montréal au Palais des Congrès de Montréal, le 31 décembre 1999.

Résidents du Québec âgés de 18 ans et plus. Aucun achat requis. Règlement disponible chez les concessionnaires participants (*Pontiac, Buick, GMC, Chevrolet, Oldsmobile, Cadillac). 25 forfaits pour chacune des deux divisions Pontiac et Chevrolet.

LE MONDE



Résidents et volontaires s'adonnent à une corvée de nettoyage d'une rue pleine de boue dans le village d'Estagel.

Les inondations deviennent un vrai drame national en France

■ TOULOUSE (AFP, AP) — Vingt-six personnes ont péri et deux étaient portées disparues à la suite de gigantesques inondations dans le sud de la France qui ont pris, pendant le week-end, l'ampleur d'un drame national.

L'accalmie et la décrue paraissent enfin bien engagées, hier soir, après les pluies torrentielles, suivies d'inondations et de coulées de boue, qui se sont abattues entre vendredi soir et samedi sur trois départements voisins de la frontière espagnole, l'Aude, le Tarn et les Pyrénées orientales.

Le ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, s'est rendu sur place, et a exprimé « la compassion du gouvernement et la solidarité de la nation toute entière » à l'égard des victimes. Cette zone du Sud de la France n'avait pas connu pareilles pluies et inondations depuis 1940. Le président Jacques Chirac s'était quant à lui rendu samedi soir dans l'une des villes sinistrées, Carcassonne.

Deux nouvelles victimes ont été dé-

couvertes, hier matin, dans le département le plus touché, l'Aude. Le corps d'un octogénaire a été retrouvé dans sa maison inondée à Raissac-d'Aude, petit village du massif des Corbières, tandis qu'un cadavre flottant a été découvert dans le même département.

La plupart des victimes sont mortes noyées dans leur voiture, lorsque les pluies diluviennes se sont abattues et ont transformé les ruisseaux en grosses rivières emportant tout sur leur passage. Quatre membres d'une même famille ont péri lorsqu'une coulée de boue a envahi leur maison.

Les dégâts matériels sont très importants. Les 60 000 habitants de la ville de Narbonne, l'une des deux principales de l'Aude, ont été privés d'eau potable, hier, à la suite d'une coupure

d'électricité, liée aux inondations, qui a affecté, samedi soir, les stations de pompage de la commune.

Des longues files de Narbonnais, bidons à la main, se sont formées dans la matinée devant des citernes installées en quatre points de la ville.

Environ 15 000 foyers étaient privés d'électricité et de téléphone dans l'ensemble de la zone touchée. De nombreux axes routiers étaient encore coupés et le trafic ferroviaire était impossible de Narbonne à Carcassonne.

Après avoir été longtemps inquiets pour le sort de dix spéléologues coincés dans deux gouffres différents depuis vendredi, dans le département voisin du Lot, les sauveteurs ont enfin pu, hier soir, les localiser et leur parler, et estimaient devoir pouvoir les sortir, la nuit dernière. Sept autres spéléologues sont toujours bloqués dans un autre gouffre situé à Gramat. Ils ont également été surpris par la brusque montée des eaux provoquée par les très fortes pluies.

LE SÉISME DE VENDREDI EN TURQUIE

Le temps joue contre les secours

■ KAYNASLI, Turquie (AP, AFP) — À mesure que les heures passent et que le froid s'installe dans le nord-ouest de la Turquie, l'espoir de retrouver des survivants au tremblement de terre de vendredi (7,2) s'amenuise. Quatre rescapés ont été dégagés des décombres, hier, mais le dernier bilan officiel est très lourd: au moins 374 morts et près de 3 000 blessés.

Il a fait jusqu'à moins cinq degrés dans la nuit de samedi à hier. Certains rescapés, qui ont dû dormir dehors faute de tentes, avaient empilé trois ou quatre couvertures pour tenter de se réchauffer. Une nuit d'autant plus difficile qu'elle a été émaillée de huit répliques dans la région, la plus puissante ayant atteint 3,9 degrés sur l'échelle ouverte de Richter.

Un homme et ses deux filles, ensevelis pendant plus de 30 heures sous des tonnes de béton, ainsi qu'une femme de 48 ans, Saziye Bulut, bloquée dans les ruines d'un immeuble de cinq étages, ont tout de même été retrouvés vivants, hier.

Plus de 12 000 secouristes sont venus de l'étranger, notamment de Grèce, d'Italie, d'Algérie, d'Allemagne ou des États-Unis. Hier, l'équipe suisse de 92 sauveteurs et 15 chiens a localisé douze victimes, dont sept, dégagées, étaient mortes. La France a envoyé un détachement de la sécurité civile et en tient un autre prêt à partir au besoin.

D'une magnitude de 7,2 degrés, ce dernier n'est pas une réplique de celui du 17 août, d'une magnitude de 7,4 degrés, qui avait fait plus de 17 000 morts, dans la région d'Izmit. Il a tout de même laissé plusieurs milliers de personnes sans abri et détruit des centaines de bâtiments, notamment à Duzce, proche de l'épicentre. Les au-

torités estiment le coût des dommages à environ 10 milliards \$ US.

Le premier ministre ture Bulent Ecevit a décidé de maintenir, jeudi et vendredi, le sommet de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe à Istanbul, qui se penchera notamment sur l'invasion de la Tchétchénie par les Russes qui, malgré les pressions européennes, bombardent des milliers de civils alors qu'ils se disent à la recherche de terroristes islamistes.

Le président américain Bill Clinton est arrivé peu avant minuit, hier, à Ankara, première étape d'une tournée méditerranéenne qui le conduira à Athènes — où la population l'attend d'une manière agressive — et dont il espère qu'elle permettra d'encourager le rapprochement se dessinant depuis quelques mois entre la Grèce et la Turquie.

La première tâche du président américain, lors de ses entretiens d'aujourd'hui avec le président Suleyman Demirel et le premier ministre Bulent Ecevit sera de les convaincre de faire pression sur le leader chypriote ture Rauf Denktash, pour qu'il revienne sur sa décision de ne plus participer à des pourparlers indirects sur le conflit chypriote, qui devaient se dérouler le 3 décembre à New York sous l'égide de l'ONU.

Le pape inaugure une très luxueuse chapelle

CITE DU VATICAN (AFP) — Le pape Jean-Paul II a inauguré, hier, dans le Palais apostolique du Vatican une nouvelle chapelle consacrée à la Vierge Marie entièrement décorée par le mosaïste russe Alexandre Korneoukhov.

Les travaux de cette chapelle, d'un luxe inouï, avaient commencé dans le plus grand secret, en 1996. C'est un hebdomadaire italien qui avait révélé, en avril 1998, l'existence de ce chantier à l'intérieur du Vatican. L'ensemble des travaux a été dirigé par l'artiste slovène Marko Ivan Rupnik.

Près de 100 millions de morceaux de verre, d'or, d'argent, de marbre et d'autres matériaux précieux, taillés à la main, ont été utilisés pour décorer la chapelle d'images sacrées inspirées de l'encyclique du pape « Redemptoris

Mater » (La Mère du Rédempteur), publiée en 1987.

C'est la vieille chapelle « Mathilde », située au deuxième étage du Palais des papes, qui a été utilisée pour la nouvelle chapelle aux parois de 15 mètres sur 11 et de 9 mètres de hauteur.

Les mosaïques évoquent « l'union » entre les Églises d'Orient et d'Occident mais montrent aussi des figures de martyrs du XX^e siècle, victimes du communisme, du nazisme comme Edith Stein, juive convertie morte à Auschwitz, ou du fondamentalisme islamique. L'image d'un ordinateur évoque le présent. Le coût des travaux n'a pas été indiqué. La somme nécessaire avait été réunie à l'occasion du 50^e anniversaire de l'ordination sacerdotale du pape, en 1996.

Retrait israélien de Cisjordanie à nouveau menacé, aujourd'hui

■ TEL AVIV, Israël (d'après AP) — Un nouveau différend est apparu, hier, entre Israéliens et Palestiniens, menaçant de retarder le retrait israélien de 5% de la Cisjordanie prévu aujourd'hui, selon des responsables israéliens.

Ehud Barak et Yasser Arafat se sont rencontrés dans la soirée, près de Tel Aviv, pour discuter du processus de paix. Le premier ministre israélien et le président de l'Autorité palestinienne « ont discuté de la façon de faire avancer les négociations dans les prochains mois et semaines », a précisé le porte-parole du premier, Gadi Baltiansky, sans plus de détails.

La question du retrait « a été soulevée mais ce n'était pas le point principal ». « En ce qui concerne Israël, le redéploiement pourra se dérouler de-

main (aujourd'hui), mais si les Palestiniens ne sont pas prêts, il aura lieu plus tard », a ajouté le porte-parole de M. Barak.

Selon les services du porte-parole de l'armée israélienne, aucun retrait n'aura lieu avant 11h locales. Des militaires israéliens se tiendront prêts dans des bâtiments de l'armée à Tel Aviv avec des cartes de redéploiement et c'est aux Palestiniens de décider s'ils veulent venir ou non, ont précisé les services du porte-parole.

À Naplouse, en Cisjordanie, plu-

sieurs milliers de Palestiniens ont fêté l'anniversaire de la déclaration d'indépendance faite par Yasser Arafat en 1998.

Les Palestiniens qui étudiaient, hier soir, les cartes de redéploiement, demandent que les zones concernées comprennent des secteurs plus peuplés, alors que les responsables israéliens estiment que l'accord des Palestiniens est inutile. D'ici janvier, 30% de la Cisjordanie devraient être sous le contrôle partiel ou total des Palestiniens.

Le chef israélien des négociateurs, Oded Eran, a prévenu que les changements demandés par les Palestiniens pour le retrait ne seraient pas pris en considération cette fois, mais pourraient l'être pour la prochaine phase.

Bush: les USA comme l'empire britannique

WASHINGTON (d'après AFP) — George W. Bush, candidat républicain aux présidentielles de 2000, a estimé que la puissance des États-Unis était comparable à « l'empire trop étendu » de la Grande-Bretagne du 19^e siècle, ajoutant qu'il était important de rester « humbles » et respectueux des autres « nations ».

Interrogé par *Newsweek*, M. Bush a indiqué que « nous ne devrions jamais placer nos troupes sous commandement de l'ONU et nous ne le ferons pas sous ma présidence ». Selon lui, Washington ne devrait payer les arriérés américains que si l'organisation internationale modifie son système de contribution en réduisant la quote-part des États-Unis.

M. Bush a par ailleurs évité de se prononcer sur l'éventuelle création d'une force européenne de défense de la part des pays membres de l'Union européenne.

La dissidence à Cuba marque le début du neuvième sommet des pays espagnols

■ LA HAVANE (d'après AFP) — Les chefs d'État et de gouvernement des pays ibéro-américains convergent vers La Havane où s'ouvre, aujourd'hui, le IX^e sommet ibéro-américain marqué par un regain d'activité de la dissidence cubaine.

Plusieurs présidents des quelque 21 pays ibéro-américains participant au sommet sont déjà arrivés dans la capitale cubaine, dont notamment les présidents du Brésil, du Mexique, du Pérou, de la République dominicaine, du Paraguay et d'Uruguay. Le président du gouvernement espagnol et le roi Juan Carlos, premier monarque de l'ancienne puissance coloniale à fouler le sol cubain, arrivaient en soirée.

Par ailleurs, le gouvernement cubain a confirmé, hier, l'arrestation de 15 dissidents accusés de vouloir « saboter » ce sommet, tout en niant avoir lancé une vague de répression contre les opposants. L'opposition illégale affirmait qu'au moins 150 personnes

avaient été arrêtées ou interpellées dans toute l'île à la veille du sommet.

Le porte-parole a toutefois reconnu qu'« environ 15 personnes » avaient été interpellées et « faisaient l'objet d'enquêtes en raison d'activités liées à une tentative de saboter le sommet ».

Il a ajouté que des « contre-révolutionnaires » étaient soutenus par le gouvernement américain afin « de créer des cas de provocation et de désordres durant le sommet ».

Des membres de l'opposition cubaine ont déjà rencontré, hier, une délégation du Nicaragua, conduite par le ministre des Affaires étrangères, Eduardo Montealegre, et un diplomate du Costa Rica.

Elizardo Sanchez, de la Commission cubaine des droits de l'homme et de la réconciliation nationale, et Gustavo Arcos du Parti pour les droits de l'homme, ont indiqué que ces entretiens constituent « une forme très claire d'appui à nos efforts pacifiques en faveur d'une amélioration de la situation à Cuba ».

Le président du gouvernement espagnol José Marie Aznar, doit pour sa part rencontrer des membres de l'opposition, aujourd'hui, à l'ambassade d'Espagne, au moment même où le roi s'entretiendra avec le cardinal cubain Jaime Ortega.

La dissidence a dénoncé, pendant le week-end, l'arrestation et l'interpellation d'au moins 150 personnes.

Un an après le sommet de Porto (Portugal), les délégations, chefs d'État et de gouvernement de 21 pays ibéro-américains, se retrouvent à Cuba pour discuter de « la situation financière

internationale dans une économie mondialisée ».

Le document final, dont la teneur sera approuvée demain, à l'issue du sommet, stipule notamment « l'engagement de renforcer les institutions démocratiques, le pluralisme politique, l'état de droit et le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, dont le droit au développement ».

Les présidents du Chili, Eduardo Frei, et d'Argentine, Carlos Menem, sont les deux grands absents du sommet, à la suite de la demande d'extradition du général Pinochet formulée par la justice espagnole.

Trois présidents d'Amérique centrale — Nicaragua, Costa Rica et le Salvador — se sont également abstenus de faire le voyage de la Havane en raison de leurs relations bilatérales tendues avec le gouvernement communiste de Fidel Castro.

LE MONDE

UKRAINE

Koutchma vers la victoire

Le président sortant Leonid Koutchma semblait bien parti, hier soir, pour obtenir un nouveau mandat à la tête de l'Ukraine, où une majorité d'électeurs semblent avoir été effrayés par la perspective d'un retour au communisme en cas de victoire de Petro Simonenko. Après dépouillement d'environ 66% des bulletins, la Commission centrale électorale crédita Leonid Koutchma de 56,55% des suffrages exprimés, contre 37,55% à son rival. La participation a été très forte, avec un taux de 73,8% des 37,5 millions d'électeurs. Avec 36% des voix au premier tour, le 31 octobre, contre 22% à son rival, M. Koutchma avait largement devancé M. Simonenko, ainsi que la dizaine d'autres postulants. Malgré un précédent mandat marqué par une forte récession économique et des scandales politico-financiers, les électeurs se sont dans l'ensemble prononcés en faveur de la politique d'ouverture de M. Koutchma. (AP, AFP)



Le président
Leonid Koutchma

MACÉDOINE

Nouveau venu à la présidence

Boris Trajkovski, le candidat de la majorité gouvernementale macédonienne a mis fin, hier, à la cohabitation en remportant la présidentielle, battant l'héritier de Kiro Gligorov. M. Trajkovski, candidat de la coalition de centre-droit, a remporté un scrutin serré, selon son parti mais aussi selon celui de son adversaire Tito Petkovski, candidat de l'opposition parlementaire communiste réformée, qui a admis sa défaite avant même la publication des résultats officiels. M. Trajkovski l'emporte avec 52,94% des suffrages contre 45,86% à M. Petkovski, alors que 96% des bulletins avaient été dépouillés. (AFP)

ITALIE

Immeuble effondré: 62 morts

Dans les décombres de l'immeuble qui s'est effondré jeudi à Foggia (sud-est de l'Italie), les corps de 62 personnes avaient été récupérés, hier soir, selon un nouveau bilan provisoire. Les services de secours évaluent à quatre ou cinq le nombre de personnes encore portées disparues. (AFP)

BRÉSIL

On a volé l'auto du président

Il venait de créer une nouvelle unité de lutte contre la criminalité. Le président brésilien Fernando Henrique Cardoso n'avait sans doute pas pensé qu'il pourrait en avoir besoin pour lui-même. Mais des voleurs ont emporté une de ses voitures, utilisée par son chauffeur, selon les médias brésiliens, samedi. Le chauffeur, Gilberto de Souza Passos, a expliqué à la police qu'il avait laissé la Volkswagen 1993 dans une rue très fréquentée de Sao Paulo, vendredi soir. Quand il est revenu quelques minutes plus tard, la voiture avait disparu. (AP)

offre incroyable!

Verres et (simple vision plastique) **monture** Avec coupon Parmi une sélection de montures

99\$ TOUT COMPRIS

SEULEMENT

Cette offre est en vigueur jusqu'au 31 décembre 1999.

Examen de la vue par un optométriste, même le samedi!

ST-LAURENT & WAGNER OPTICIENS

LUNETTES, VERRES DE CONTACT

Carrefour La Parade 3440, ch. des Quatre-Bourgeois Sainte-Foy 653-0191



La nouvelle **SUNFIRE**
ENSEMBLE VALEUR 2000

Ça vous dépasse.

Comptant	Mensualité
0 \$	278 \$
1 074 \$	248 \$
2 125 \$	218 \$



Sunfire 4 portes

218\$/mois
Location 36 mois
Transport et préparation inclus

18 599 \$
à l'achat

1,9%
de financement**

Avec son look sportif, la Sunfire 4 portes est de loin la plus excitante de sa catégorie.

À ce prix, la nouvelle Sunfire vous est offerte avec l'Ensemble Valeur 2000.

- Télédérivillage des portes
- Boîte automatique 4 vitesses avec traction asservie
- Système antiblocage aux 4 roues
- Verrouillage électrique des portes
- Climatiseur
- Dispositif antivol PASSLock II
- Régulateur de vitesse
- Lecteur de disques compacts avec 6 haut-parleurs
- Sacs gonflables côtés conducteur et passager
- Roues de 15 po
- Assistance routière
- Moteur 4 cyl. 2.2 L de 115 HP

L'Association Marketing des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec vous suggère de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée réservées aux particuliers. S'appliquent aux Sunfire neuves 2000 en stock, comportant l'ensemble des équipements décrits ci-dessus. Photo à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbération du crédit. **Paiements mensuels basés sur un bail avec versement initial ou échange équivalent (voir tableaux de mensualités), à la location, transport et préparation inclus. Immobilisation, assurance et taxes en sus. Dépot de sécurité d'un plus de 325 \$ et première mensualité exigés à la livraison. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Exemple de financement de 15 000 \$ à 1,9% : 48 versements de 324,77 \$, coûts en intérêts de 588,97 \$. Coût total de 15 588,97 \$. *Rabais aux diplômés taxable et accordé selon les critères du manufacturier. **Marque déposée de General Motors Corporation. Banque TD. Usage agréé. Une commande (ou échange) de véhicule peut être requise. Pour plus d'information, voyez votre concessionnaire participant ou visitez le www.gmcanada.com

La Sunfire. La passion de conduire.



Jazz-fusion

Jusqu'au 3 décembre 1999, à l'achat ou à la location d'un véhicule GM* neuf, vous courez la chance de gagner :
1 DES 50 FORAITS DE 4 BILLETS* pour la soirée «Édition spéciale Jour de l'An 2000» du Festival International de Jazz de Montréal au Palais des Congrès de Montréal, le 31 décembre 1999.

Résidents du Québec âgés de 18 ans et plus. Aucun achat requis. Règlement disponible chez les concessionnaires participants (*Pontiac, Buick, GMC, Chevrolet, Oldsmobile, Cadillac). *25 forfaits pour chacune des deux divisions Pontiac et Chevrolet.

JOURNÉE D'AFFAIRES COMPLÈTE. NUIT DE PASSION À LA MAISON.



Avec plus d'allers-retours et d'envolées sans escale vers les grandes villes du Québec que tout autre transporteur aérien, nous vous offrons tout le loisir de planifier le voyage d'affaires parfait.

Car la perfection, le soir venu, c'est de pouvoir retrouver la personne qu'on aime.

airNova
airAlliance

Journées d'affaires complètes à Montréal, Ottawa, Rouyn-Noranda, Val-d'Or, Sept-Îles, Fredericton, Moncton, Saint John, et Halifax. Et, de concert avec Air Canada, à Toronto, New York, Washington, Chicago et Boston.